IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Octobre 2025

SURVEILLER SANS VOIR

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ISRAÉLIENS ET L'ÉCHEC DU 7 OCTOBRE

Clément Renault

Chercheur Renseignement, guerre et stratégie à l'IRSEM

MINISTÈRE
DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

Étude – n° 127

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

SURVEILLER SANS VOIR

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ISRAÉLIENS ET L'ÉCHEC DU 7 OCTOBRE

Clément Renault

Chercheur Renseignement, guerre et stratégie à l'IRSEM

Pour citer cette étude

Clément Renault, *Surveiller sans voir : Les services de renseignement israéliens et l'échec du 7 octobre*, Étude 127, IRSEM, octobre 2025.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-172620-8

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

126. *La puissance sans principe – Géopolitique du trumpisme*
Maud QUESSARD

125. *Estonie, Lettonie, Lituanie : de la périphérie au centre du débat stratégique européen*
Philippe PERCHOC

124. *L'état de siège sur le territoire métropolitain français – Approches historique, juridique et socio-géographique*
Maxime LAUNAY et Florian OPILLARD

123. *La guerre des fréquences – Vers une marchandisation de la ressource spectre/orbite ?*
Béatrice HAINAUT

122. *Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie*
Anne-Marie BRADY

121. *Les wargames dans la formation de l'officier*
Yves AUFFRET (dir.)

120. *Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée*
Céline MARANGÉ et Carine PINA

119. *« À bas le néocolonialisme ! » – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre*
Maxime AUDINET

118. *Les houthistes et la mer Rouge*
Alexandre LAURET

117. *La marine turque – Un atout militaire pour l'OTAN ?*
Mayeul PAPPENS

116. *Les jeunes et la guerre - Représentations et dispositions à l'engagement*
Anne MUXEL

ÉQUIPE

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ https//www.irsem.fr

 @IRSEM1  

AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (War Studies) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

• Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.

• Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.

• Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative

et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

• Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

• Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

• Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Clément Renault est historien, chercheur Renseignement, guerre et stratégie à l'IRSEM, *visiting fellow* au sein du département de War Studies du King's College de Londres et enseignant à Sciences Po — Paris School of International Affairs (PSIA). Ses travaux de recherche s'articulent autour de trois axes principaux : la transformation des organisations de renseignement face à l'évolution de l'ordre international et des défis stratégiques contemporains, le rôle du renseignement dans les processus de décision des États et l'usage de l'action clandestine et des opérations secrètes dans la conduite de la politique étrangère des États démocratiques et autoritaires.

Contact : clement.renault@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ

L'attaque du 7 octobre 2023, menée par le Hamas contre le territoire israélien, constitue l'un des échecs de renseignement les plus graves de l'histoire de l'État d'Israël. Cet événement marque une rupture stratégique profonde qui a remis en cause les fondements doctrinaux sur lesquels reposait la sécurité israélienne vis-à-vis de la bande de Gaza. Cette étude propose une lecture systémique de cette surprise stratégique, en se fondant sur les outils analytiques issus de la littérature sur les échecs du renseignement. Elle démontre que les causes de l'échec du 7 octobre résident dans une combinaison d'insuffisances dans la collecte du renseignement, la persistance de présupposés analytiques non interrogés, de routines bureaucratiques et de dysfonctionnements du lien entre services de renseignement et autorités politiques. Elle montre également que l'opération en cours dans la bande de Gaza depuis le 27 octobre 2023 a réorganisé les responsabilités entre services et que les succès majeurs des opérations menées en 2024 et 2025 contre le Hezbollah et l'Iran, s'ils prouvent un haut niveau de technicité et confirment la puissance offensive des services israéliens, ne sauraient toutefois être confondus avec une véritable prise en compte des leçons de l'échec du 7 octobre.

Le but de l'enquête causale est de dégager la structure du cours de l'histoire, de débrouiller l'écheveau des causes massives et des événements parcellaires. Les faits permettent, pour l'essentiel, de retrouver cet entrelacement d'initiatives et de nécessités, d'accidents et de fatalités, qui constitue la trame de l'histoire humaine et que la curiosité de l'historien veut reconstituer.

Raymond Aron, *Dimensions de la conscience historique*, 1961

INTRODUCTION

Le 7 octobre 2023 à 6 h 30 du matin, le Hamas lance à l'encontre d'Israël une attaque d'une ampleur inédite, baptisée opération *Al-Aqsa*. Cette offensive coordonnée débute par le lancement d'environ 4 300 roquettes suivi du franchissement du mur séparant Gaza d'Israël à l'aide de véhicules et de parapentes motorisés[1]. Dans les heures suivantes, 6 000 Gazaouis franchissent la frontière par 119 points d'entrée, parmi lesquels 3 800 individus appartenant à la force Nukhba, l'unité militaire d'élite du Hamas, prenant d'assaut des bases militaires israéliennes ainsi que 21 localités civiles[2]. En quelques heures, l'opération *Al-Aqsa* provoque la mort de 1 200 personnes, parmi lesquelles 695 civils israéliens dont 36 enfants, 373 membres des forces de sécurité et 71 ressortissants étrangers[3]. Au cours de cette attaque, 250 personnes sont également prises en otages par le Hamas et emmenées dans la bande de Gaza, de multiples viols et agressions sexuelles sont commis, de même que de nombreuses mutilations de corps et de cadavres[4].

En réponse à cette attaque terroriste sans précédent, les autorités israéliennes ont engagé, à compter du 27 octobre 2023, une opération militaire massive dans la bande de Gaza, dont les diverses phases avaient, à l'été 2025, provoqué la mort d'environ 60 000 personnes parmi lesquelles 8 900 membres du Hamas ou du Jihad islamique – soit 83 % de civils – et la destruction totale ou partielle de près de 70 % des infrastructures gazaouies[5]. Toutefois la guerre déclenchée par l'attaque du 7 octobre dépasse désormais largement la bande de Gaza. En septembre 2024, Israël a intensifié ses opérations à l'encontre du Hezbollah d'abord à travers une opération clandestine d'ampleur contre ses moyens de

1 Yaniv Kubovich, « The First Hours of the Israel-Hamas War: What Actually Happened? », *Haaretz*, 17 octobre 2023.

2 Toi Staff, « Report: New IDF assessment shows some 6,000 Gazans invaded Israel on Oct. 7 », *The Times of Israel*, 31 août 2024.

3 « Israel social security data reveals true picture of Oct 7 deaths », France 24, 15 décembre 2023.

4 « Mission report – Official visit to Israel and the occupied West Bank, 29 January – 14 February 2024 », Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict (SRSG-SVC).

5 Emma Graham-Harrison, Yuval Abraham, « Revealed: Israeli military's own data indicates civilian death rate of 83% in Gaza war », *The Guardian*, 21 août 2025 ; Joseph Krauss et Sarah El Deeb, « Gaza is in ruins after Israel's yearlong offensive. Rebuilding may take decades », Associated Press, 9 octobre 2024.

communication, puis par l'assassinat ciblé du leader du mouvement shiite Hassan Nasrallah, mettant ainsi fin à 32 années de règne sur le mouvement et affaiblissant en profondeur son organisation[6]. Ces opérations ont été suivies en octobre 2024 d'une campagne militaire intense au sud du Liban[7]. Parallèlement, Israël continue à affronter d'autres acteurs hostiles à son égard, notamment les Houthis, les milices irakiennes, et se trouve en état de tension et de dissuasion permanente avec le régime iranien. En avril et en octobre 2024, l'antagonisme entre Israël et l'Iran a donné lieu à des attaques de missiles balistiques suivies de ripostes[8]. Au mois de juin 2025, Israël a mené conjointement avec les États-Unis une série de frappes contre des bases militaires et des sites nucléaires du régime des Mollahs, dont l'efficacité réelle fait encore l'objet d'analyses divergentes[9]. L'attaque du 7 octobre a provoqué une onde de choc massive dans l'ensemble de la société israélienne et, près de deux ans après, conduit à un bouleversement profond de l'équilibre des forces et des acteurs dans la région.

De nombreux aspects de l'attaque du 7 octobre demeurent incertains, obscurs ou sujets à controverse. D'après les services de renseignement américains, le Hamas aurait lui-même été surpris par la facilité avec laquelle les assaillants ont traversé la barrière entre Gaza et Israël, ainsi que par la lenteur de la réaction israélienne[10]. Jack Watling et Nick Reynolds proposent une analyse légèrement différente et affirment que « les documents de planification initiaux indiquent que le Hamas avait prévu de fortifier les positions prises et d'utiliser les otages pour compliquer la reprise de ces positions par les Forces de défense israéliennes

6 Sheera Frenkel, Ronen Bergman et Hwaida Saad, « How Israel Built a Modern-Day Trojan Horse: Exploding Pagers », *The New York Times*, 18 septembre 2024 ; Dan Sabbagh, « Deep intelligence penetration enabled Israel to kill Hassan Nasrallah », *The Guardian*, 30 septembre 2024 ; voir également : David V. Gioe, Elena Grossfeld et Marc Polymeropoulos, « Is Israeli Intelligence Back on Top? », *Foreign Policy*, 10 octobre 2024.

7 Peter Beaumont, Andrew Roth et William Christou, « Israeli military says it is carrying out 'limited' ground operation targeting Hezbollah in Lebanon », *The Guardian*, 1er octobre 2024.

8 Pascal Brunel, « Pourquoi Israël peine à endiguer les attaques des Houthis yéménites », *Les Échos*, 27 décembre 2024 ; Élise Vincent, Chloé Hoorman et Ghazal Golshiri, « Les frappes de l'Iran sur Israël ont illustré les forces et les faiblesses militaires de la République islamique », *Le Monde*, 4 octobre 2024.

9 James Glanz, Samuel Granados, Junho Lee, Eric Schmitt et Marco Hernandez, « The Invisible Target in Iran », *The New York Times*, 20 août 2025.

10 Jacques Follorou, « Attaque du Hamas contre Israël : ce que les services de renseignement américains ont dit à leurs homologues européens », *Le Monde*, 24 octobre 2023.

(FDI)[11] ». Ils estiment ainsi que le massacre chaotique, largement perpétré par environ 1 000 Gazaouis ayant suivi les forces d'assaut du Hamas à travers la barrière, « a détourné les efforts destinés à préparer une défense délibérée[12] ».

Les raisons de l'échec d'Israël à anticiper et à empêcher l'attaque du 7 octobre suscitent une diversité similaire d'interprétations. Des débats ont émergé dès les premières heures de l'attaque concernant les responsabilités et les causes de cette défaillance sécuritaire, rapidement qualifiée d'échec du renseignement (*intelligence failure*). Beaucoup de ces analyses identifient comme premier facteur de cet échec une évaluation stratégique erronée de la part des services de renseignement israéliens, fondée sur la conviction que le Hamas était affaibli et contenu par les campagnes de ciblage successives à son encontre, incapable par conséquent de planifier et de conduire une opération militaire d'ampleur contre Israël[13].

Une deuxième catégorie d'analyses tend à imputer la responsabilité de cet échec aux autorités politiques, au premier rang desquelles le Premier ministre Benyamin Netanyahou. Le gouvernement de ce dernier, dominé dans le cadre d'une coalition par l'extrême droite, aurait sous-estimé la menace et désorganisé les services de renseignement et de sécurité en poursuivant un agenda idéologique source de tensions avec les services de renseignement, exacerbées début 2023 par la tentative de réforme du système judiciaire[14]. Ces tensions auraient profondément dégradé la confiance entre producteurs et destinataires du renseignement. Elles auraient entraîné une politisation de leur relation et gravement altéré la transmission et la prise en compte du renseignement[15].

Enfin, une troisième catégorie d'analyses porte davantage l'attention sur les failles dans la collecte et l'exploitation du renseignement sur le

11 Jack Watling et Nick Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza », *RUSI Occasional Paper*, juillet 2024.

12 *Ibid.*

13 Elena Grossfeld, « What Israeli Intelligence Got Wrong About Hamas », *Foreign Policy*, 11 octobre 2023 ; Amy Zegart, « Israel's Intelligence Disaster », *Foreign Affairs*, 11 octobre 2023 ; Daniel Byman, « An Intelligence Failure in Israel, but What Kind? », *Lawfare*, 10 octobre 2023.

14 « Former intelligence chief says Netanyahu's judicial overhaul could cause civil war », *Middle East Eye*, 20 juillet 2023.

15 Janice Gross Stein, « Bringing Politics Back In: The Neglected Explanation of the Oct. 7 Surprise Attack », *Texas National Security Review*, 7 (4), automne 2024, p. 73-93 ; Jessica Davis, Tricia Bacon, Emily Harding et Daniel Byman, « Experts React: Assessing the Israeli Intelligence and Potential Policy Failure », Center for Strategic and International Studies, 25 octobre 2023.

Hamas en insistant notamment sur la confiance excessive des services israéliens dans le renseignement technique[16].

Depuis le 7 octobre 2023, les tentatives de produire une analyse critique, systématique et académique de cet événement demeurent rares. Le chercheur Avner Barnea avance ainsi l'argument que les services israéliens ont été entièrement surpris et n'ont à aucun moment disposé de renseignements susceptibles de les alerter sur l'ampleur et l'imminence de l'attaque à venir (*warning intelligence*)[17]. Une seconde tentative a été engagée par Janice Gross Stein, fondée sur l'analyse des relations civilo-militaires israéliennes, de la psychologie des décideurs et des pathologies organisationnelles au sein des services de renseignement[18]. Enfin, Michel Wyss a publié pour le CTC Sentinel en octobre 2024 une analyse nuancée et multifactorielle de l'échec du 7 octobre, arguant ainsi que « l'incapacité d'Israël à détecter l'attaque imminente n'[était] pas le résultat d'une seule faille béante, mais plutôt le produit d'une multitude de problèmes à différents niveaux politiques et militaires et au sein de plusieurs services de renseignement[19] ».

Cette étude s'appuie naturellement sur ces premiers travaux, mais tente d'en approfondir très largement l'analyse. Plusieurs éléments justifient cette entreprise. Tout d'abord, des sources supplémentaires sont apparues au cours de l'année 2024 et au début de l'année 2025. L'attaque du 7 octobre n'a pas fait l'objet à ce jour de commission d'enquête officielle en Israël, mais le service de renseignement militaire, le Aman, ainsi que le Shin Bet, le service de renseignement intérieur, ont respectivement publié le 28 février et le 4 mars 2025 leurs rapports internes sur les attaques du 7 octobre[20]. En outre, plusieurs hauts responsables israéliens ont démissionné ou été démis de leurs fonctions en 2024 et 2025, et ont fourni par leurs déclarations publiques des éléments supplémentaires.

16 Uri Bar-Joseph et Avner Cohen, « How Israel's Spies Failed—and Why Escalation Could Be Catastrophic », *Foreign Policy*, 19 octobre 2023 ; Jeff Stein, « The Spies of Hamas », Military.com, 6 novembre 2023 ; Calder Walton, « Four paths to Israel's intelligence failure », *Engelsberg Ideas*, 12 octobre 2023.

17 Avner Barnea, « Israeli Intelligence Was Caught Off Guard: The Hamas Attack on 7 October 2023—A Preliminary Analysis », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 37 (3), 2024, p. 1056-1082.

18 Janice Gross Stein, « Bringing Politics Back In », art. cité, p. 73-93.

19 Michel Wyss, « The October 7 attack: An assessment of the Intelligence Failings », *CTC Sentinel*, octobre 2024.

20 Rapport du Aman sur le 7 octobre (en hébreu) : https://drive.google.com/file/d/1adxtbFqEpwJHKsSs_6fhm-Sct_DMR151/view?usp=drive_link ; Rapport du Shin Bet (en hébreu) accessible ici : https://www.documentcloud.org/documents/25551448-yqry-tkhqyr-shyrvt-hbytkhvn-hklly-710/

Parmi ces derniers figurent notamment le major général Aharon Haliva, directeur du Aman jusqu'en avril 2024, ainsi que Ronen Bar, directeur du Shin Bet jusqu'en avril 2025[21].

En outre, une grande partie de ces analyses, à l'exception de celle de Michel Wyss, ne s'appuient que modestement sur la dense littérature académique consacrée aux surprises stratégiques et aux échecs du renseignement. Il s'agit pourtant d'un thème de recherche central de cette littérature, devenue de plus en plus profuse au fil des analyses sur des échecs aussi divers que Pearl Harbour[22], la guerre du Kippour[23], la révolution iranienne, les armes de destruction massive irakiennes[24] ou encore le 11 septembre 2001[25], a fourni un important appareil critique pour examiner et analyser les processus, les erreurs, les dysfonctionnements des organisations et des activités de renseignement[26].

Or, si le 7 octobre 2023 est un traumatisme majeur pour Israël et un échec historique pour ses services de renseignement d'une ampleur au moins similaire à celui de la guerre du Kippour en 1973, il n'y a toutefois rien dans cet échec qui ne puisse être compris et analysé à la lumière de la riche littérature des *intelligence failures*. Cette étude vise donc à analyser l'attaque du 7 octobre 2023 et à identifier les échecs du renseignement israélien à l'anticiper et à la prévenir en se fondant sur cette littérature. Certes, l'histoire ne se répète jamais à l'identique, et chaque cas d'étude résulte de contingences qui lui sont propres. Cependant les travaux des prédécesseurs aident à orienter le regard et à comprendre où porter l'analyse pour appréhender les causes profondes de cet échec.

Cette étude se fonde sur un corpus de diverses sources primaires (rapports officiels, données gouvernementales, déclarations publiques, communiqués officiels, interviews dans la presse), ainsi que sur les sources secondaires évoquées ci-dessus. Elle s'organise en trois grandes parties. La première partie examine les cadres doctrinaux de la stratégie israélienne à l'égard de Gaza et les dispositifs de renseignement qui

21 David Gritten, « Israel military intelligence chief quits over 7 October », BBC, 22 avril 2024.
22 Roberta Wohlstetter, *Pearl Harbor: Warning and Decision*, Stanford University Press, 1962.
23 Uri Bar-Joseph, *The Watchman Fell Asleep: The Surprise of Yom Kippur and Its Sources*, State University of New York Press, 2005.
24 Robert Jervis, *Why Intelligence Fails: Lessons from the Iranian Revolution and the Iraq War*, Cornell University Press, 2011.
25 Amy Zegart, *Spying Blind: The CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton University Press, 2007.
26 Glenmore S. Trenear-Harvey, *Historical Dictionary of Intelligence Failures*, Rowman & Littlefield Publishers, 2014.

en découlaient. Elle analyse également l'évolution du Hamas et de ses capacités, décrivant ainsi la dialectique qui s'est nouée entre les stratégies respectives des deux acteurs jusqu'à la veille du 7 octobre. La seconde partie fait l'autopsie des défaillances des services de renseignement israéliens à anticiper l'attaque du Hamas. Elle s'attarde successivement sur la collecte du renseignement, l'interprétation et l'analyse qui a été faite des renseignements disponibles, sur les défaillances bureaucratiques ainsi que sur celles du processus décisionnel et de la relation entre services de renseignement et autorités politiques. La troisième partie interroge la stratégie israélienne depuis le 7 octobre et le rôle dévolu aux services de renseignement dans cette dernière. Elle étudie la relation entre services et autorités politiques depuis le 7 octobre et la signification des opérations menées contre le Hezbollah et l'Iran en avril 2024 et en juin 2025, en tentant d'évaluer dans quelle mesure ces dernières portent la marque des leçons du 7 octobre 2023.

I. LES ACTEURS ET LA STRATÉGIE

Le renseignement israélien face au Hamas

Toute activité de renseignement implique au moins deux acteurs : celui qui collecte l'information et celui qui en est la cible. Il importe donc d'analyser les stratégies respectives et l'agentivité de chacun des acteurs pour comprendre les déterminants de leurs actions et identifier les facteurs d'échec du renseignement. En effet, comme le souligne Michael Handel, « ce que fait l'ennemi n'a de sens qu'en relation avec les actions ou les plans de ses propres forces[1] ». Cette première partie vise donc à une analyse des acteurs et de leurs stratégies respectives jusqu'au 7 octobre 2023.

L'ARCHITECTURE DU RENSEIGNEMENT ISRAÉLIEN

Dès sa création en 1948, Israël a reconnu l'importance stratégique du renseignement pour assurer sa survie dans un environnement régional hostile. Sous l'impulsion du Premier ministre David Ben Gourion, une structure de renseignement unifiée a été mise en place, d'abord centrée autour de l'appareil militaire dans le cadre de la guerre israélo-arabe de 1948, puis progressivement restructurée autour de trois services principaux. Depuis 1951, le renseignement israélien est organisé autour d'un partage de responsabilité entre le Mossad, le Aman et le Shin Bet (également appelé Shabak), qui constituent ensemble les piliers de l'appareil de sécurité nationale de l'État d'Israël[2].

Le Mossad est le service de renseignement à compétence extérieure. Placé directement sous l'autorité du Premier ministre, il est chargé de la collecte de renseignement par des moyens clandestins en dehors des frontières d'Israël et de la conduite des opérations clandestines (désignées *Special Operations*) à fins d'entrave et d'influence[3]. Ses ressources humaines sont évaluées à environ 7 000 personnes. Dans sa mission de collecte et d'exploitation du renseignement, le Mossad dispose de quatre

1 Michael Handel, *Intelligence and Military Operations*, Routledge, 1990, p. 1.
2 Pour une histoire des services de renseignement israéliens, voir Ian Black et Benni Morris, *Israel's Secret Wars: A History of Israel's Intelligence Services*, Grove Press, 1994.
3 Pour une histoire du Mossad, voir Gordon Thomas, *Histoire secrète du Mossad : De 1951 à nos jours*, Points, 2007.

types de moyens de recueil principaux. Le renseignement humain (HUMINT) est tout d'abord la compétence forte et historique du Mossad, gérée par sa principale direction désignée Tzomet. De manière similaire aux autres agences à compétence de renseignement extérieure, telle que la Central Intelligence Agency (CIA), le Secret Intelligence Service (SIS ou MI6) ou encore la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le traitement de sources humaines à l'étranger par le Mossad est mené en premier lieu par des officiers traitants déclarés auprès des autorités locales.

Le renseignement humain traditionnel s'articule cependant, au sein du Mossad, avec une expertise particulièrement développée en matière de renseignement opérationnel, qui constitue l'un des piliers de son action à l'étranger. Le renseignement opérationnel repose notamment sur le déploiement d'officiers travaillant sous couverture dite « lourde », c'est-à-dire dotés d'identités fictives entièrement construites et ancrées dans le long terme. Ces agents sont formés pour mener des opérations clandestines à l'étranger, dans des environnements hostiles ou très contrôlés par le contre-espionnage local, et sans bénéficier d'un soutien diplomatique direct. Leur mission consiste également à recruter des sources humaines, mais surtout à établir des structures de couverture, des montages économiques, financiers et, dans certains cas, à préparer des opérations offensives[4]. Le Mossad accorde une attention particulière à la qualité du recrutement et à la longévité de ces couvertures, qui permettent une insertion en profondeur dans les milieux visés. Cette capacité d'action humaine à distance constitue un levier stratégique pour Israël, illustré notamment par l'opération menée contre les bipeurs et les talkies-walkies du Hezbollah en septembre 2024 ou par la précision des frappes contre les cadres des gardiens de la révolution iranienne en juin 2025. Ces opérations ont pu être menées grâce à l'existence de ces réseaux sous couverture.

Le Mossad dispose par ailleurs de capacités autonomes en matière de renseignement électromagnétique (SIGINT), qui viennent compléter celles de l'unité 8200 du Aman[5]. Ces moyens techniques permettent notamment l'interception de communications à l'étranger dans les zones et à l'encontre des adversaires directs de l'État d'Israël. Dans le prolongement de ces activités, le Mossad a investi massivement dans le

4 Ahron Bregman, « Inside Mossad », *Engelsberg idea*, 27 novembre 2023.

5 John Reed, « Unit 8200: Israel's cyber spy agency. Former insiders and whistle-blowers provide a view of the formidable military intelligence outfit », *Financial Times*, 10 juillet 2015.

champ du cyber-renseignement offensif[6]. Cette expertise s'est traduite par le développement de capacités de guerre cybernétique parmi les plus avancées des services de renseignement. L'exemple emblématique de ces capacités cyber offensives reste l'opération Stuxnet de piratage informatique des centrifugeuses du programme nucléaire iranien lancée à partir de 2005 en coopération avec la National Security Agency (NSA) et la CIA. Cette opération illustre la capacité du Mossad à conjuguer SIGINT, cyberopérations et action clandestine dans une approche intégrée du renseignement offensif[7].

L'ensemble de ces compétences du Mossad ne concerne cependant pas la bande de Gaza et seulement indirectement le Hamas. Dans l'architecture institutionnelle du renseignement israélien, la bande de Gaza est la responsabilité partagée du service de renseignement intérieur, le Shin Bet, et du service de renseignement militaire, le Aman. L'action du Mossad en ce qui concerne le Hamas porte uniquement sur les activités qui lui sont dévolues en matière de diplomatie secrète. Le Mossad est responsable des échanges non officiels avec les responsables du Hamas au sein du bureau de Doha au Qatar et de l'ensemble des relations clandestines avec les États dont les relations officielles sont officiellement suspendues ou rompues.

Le Shin Bet est l'agence de sécurité intérieure d'Israël. Il est également placé sous l'autorité directe du Premier ministre et a pour mission principale la lutte contre le terrorisme intérieur et le contre-espionnage. Son rôle comprend la protection des infrastructures sensibles, la surveillance des groupes radicaux, qu'ils soient arabes ou juifs, ainsi que la sécurité du gouvernement et des institutions nationales. Le Shin Bet est organisé en plusieurs divisions, dont un département chargé du suivi des groupes terroristes palestiniens et un autre spécialisé dans la lutte contre l'espionnage étranger[8]. Son efficacité a parfois été remise en question, notamment après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin en 1995, mais il demeure toutefois un service puissant aux capacités de renseignement importantes[9].

---

6 Eviatar Matania et Amir Rapaport, *Cyberpower – Israël, la révolution cyber, et le monde de demain*, Les Arènes, 2022.

7 Jon Lindsay, « Stuxnet revisited: From cyber warfare to secret statecraft », *Journal of Strategic Studies*, Published online, 11 avril 2025.

8 Voir Dror Moreh, *The Gatekeepers: Inside Israel's Internal Security Agency*, Skyhorse, 2015.

9 Rebecca Trounson, « Agency Not Told About Rabin Killer, Report Says », 14 novembre 1997.

Le Shin Bet joue un rôle central dans la surveillance, l'identification et la neutralisation de la menace terroriste émanant de la bande de Gaza. Le service concentre ses efforts sur le suivi des infrastructures clandestines, la cartographie des chaînes de commandement et l'identification des cadres opérationnels du Hamas et du Jihad islamique palestinien. Il s'appuie à cette fin sur ses capacités de renseignement humain à l'intérieur de la bande de Gaza, mais aussi sur ses capacités de recueil techniques[10]. Le Shin Bet dispose en effet de moyens significatifs en matière de renseignement d'origine électromagnétique. Ces derniers sont principalement orientés vers l'interception des communications à l'intérieur des territoires palestiniens, dans la bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie. Le service opère en synergie avec l'unité 8200 de l'armée israélienne, qui fournit l'infrastructure technique et l'expertise de traitement massif des données[11]. Le Shin Bet exploite ainsi des interceptions téléphoniques, des écoutes radio, des courriels et des messages instantanés pour détecter des signaux faibles, localiser des cellules dormantes ou surveiller les réseaux logistiques des groupes armés. Ces moyens techniques sont le plus souvent mobilisés en appui d'opérations de ciblage, permettant d'identifier des profils précis de suspects et d'anticiper des menaces émergentes.

La responsabilité du Shin Bet dans le suivi de la menace terroriste à Gaza s'est nettement accrue après le retrait unilatéral de l'armée israélienne en 2005, puis à la suite de la prise de contrôle de l'enclave par le Hamas en 2007. Durant la période d'occupation, de 1967 à 2005, le renseignement sur Gaza relevait principalement de l'armée israélienne et du Aman. Le désengagement a conduit à une redéfinition des missions, désormais réparties entre le Aman, chargé des dimensions stratégiques et militaires au sein de la bande de Gaza, et le Shin Bet, qui s'est vu confier le suivi de la menace intérieure et terroriste. Dans ce cadre, le Shin Bet joue un rôle central dans la conduite des opérations de ciblage, en coopération étroite avec le Aman et Tsahal[12]. L'élimination d'Ahmed Jabari, chef de la branche militaire du Hamas, en novembre 2012, en constitue un exemple emblématique : cette frappe ciblée, qui inaugura

10 Uri Bar-Joseph et Avner Cohen, « How Israel's Spies Failed—and Why Escalation Could Be Catastrophic », art. cité ; Michel Wyss, « The October 7 attack », art. cité, p. 4.
11 John Reed, « Unit 8200: Israel's cyber spy agency », art. cité, 10 juillet 2015.
12 Uri Bar-Joseph & Avner Cohen, « How Israel's Spies Failed—and Why Escalation Could Be Catastrophic », art. cité.

l'opération « Pilier de défense », a été rendue possible par une étroite coordination entre le Shin Bet, le Aman et l'armée israélienne[13].

La direction du renseignement militaire israélien, le Aman, conserve néanmoins une responsabilité de premier plan dans la surveillance de la bande de Gaza, en particulier dans ses dimensions militaires, technologiques et cyber. Historiquement impliqué dans la gestion du renseignement sur ce territoire, le rôle du Aman après le retrait de 2005 s'est recentré sur le suivi des aspects liés à la menace militaire conventionnelle et asymétrique, à la planification opérationnelle, ainsi qu'à la coordination du renseignement interarmées[14].

Le Aman dispose d'importantes capacités de renseignement technique, notamment en matière d'imagerie satellitaire et de renseignement électromagnétique. L'unité 8200 occupe en particulier une place centrale. Elle est responsable de la collecte massive de données électroniques et cybernétiques, incluant l'interception de communications, le suivi des réseaux numériques utilisés par les groupes armés, ainsi que la cartographie technique de leurs infrastructures[15]. Dotée de ressources humaines et technologiques très importantes, l'unité 8200 est souvent décrite comme l'un des piliers de l'écosystème du renseignement israélien. Son expertise s'étend également au domaine cyber offensif, notamment à travers des intrusions dans les réseaux informatiques du Hamas, la neutralisation de systèmes de communication, ou encore la manipulation d'informations pour perturber la coordination des opérations adverses[16].

Le Aman coordonne également l'ensemble du renseignement militaire et est responsable de l'évaluation des capacités opérationnelles du Hamas et de sa branche armée à travers la production de rapports d'évaluations stratégiques pour le gouvernement et les armées. Son interaction avec les unités de terrain est donc cruciale, notamment avec les forces spéciales.

L'organisation tripartite du renseignement israélien, entre Mossad, Shin Bet et Aman, repose sur une répartition fonctionnelle claire de

13 David Gritten, « Obituary: Ahmed Jabari, Hamas commander », BBC, 14 novembre 2012.

14 Michel Wyss, « The October 7 attack », art. cité, p. 4.

15 Itai Shapira et David Siman-Tov, « Israeli Defense Intelligence (IDI): adaptive evolution in the interaction between collection and analysis », *Intelligence and National Security*, 38 (3), 2023, p. 407-426.

16 Sur l'architecture du SIGINT israélien et les capacités de l'unité 8200, voir les documents Snowden : « NSA and Israeli intelligence: memorandum of understanding », Documents Snowden, *The Guardian*, 11 septembre 2013.

spécialisation des services selon les sphères géographiques et les types de menace. Dans le contexte de la bande de Gaza et face au Hamas, ce sont principalement le Shin Bet et le Aman qui assurent le suivi opérationnel et l'anticipation des risques. Cette architecture reste cependant marquée par une absence de structure centrale de coordination analytique, comparable à l'Office of the Director of National Intelligence (ODNI) aux États-Unis ou au Joint Intelligence Committee (JIC) au Royaume-Uni. Les principaux services demeurent directement rattachés au Premier ministre, un choix qui peut favoriser l'efficacité opérationnelle et la réactivité, mais qui est également susceptible d'alimenter des logiques concurrentielles, des cloisonnements bureaucratiques, et d'exposer à une certaine vulnérabilité aux ingérences politiques. C'est donc dans ce cadre institutionnel que s'est élaborée la stratégie israélienne de renseignement vis-à-vis du Hamas avant l'attaque du 7 octobre 2023.

STRATÉGIE ISRAÉLIENNE ET USAGES DU RENSEIGNEMENT VIS-À-VIS DE GAZA ET DU HAMAS

La doctrine de sécurité israélienne à l'égard du Hamas s'est progressivement structurée en réponse aux évolutions du conflit israélo-palestinien et aux mutations organisationnelles du mouvement islamiste. Alors que le Hamas était initialement perçu comme un acteur terroriste local, cantonné à des opérations de faible intensité, sa montée en puissance militaire et institutionnelle, notamment après la prise de contrôle de la bande de Gaza en 2007, a conduit Israël à reconfigurer son approche sécuritaire. Cette réorientation stratégique reposait avant le 7 octobre 2023 sur quatre piliers principaux : la dissuasion, le confinement, les assassinats ciblés et l'exploitation des divisions intra-palestiniennes.

La dissuasion constitue un axe fondamental de la doctrine sécuritaire israélienne à l'égard du Hamas. Elle repose sur le principe selon lequel toute agression dirigée contre Israël doit entraîner une réaction immédiate, massive et coûteuse. L'objectif de cette dissuasion est d'infliger un coût stratégique élevé pour toute action hostile, en dégradant les capacités militaires adverses et en projetant une image de réactivité et de supériorité technologique. Cette posture implique non seulement une supériorité militaire constante, mais surtout une capacité à mobiliser rapidement un renseignement opérationnel précis, permettant d'identifier, de localiser et de frapper les cibles adverses avec une efficacité

maximale[17]. Ce pilier s'est illustré à de nombreuses reprises lors des affrontements avec le Hamas en 2008-2009 (*opération Plomb durci*), 2012 (*Pilier de défense*), 2014 (*Bordure protectrice*) et 2021 (*Gardien des murs*), où l'armée israélienne a systématiquement riposté à chaque attaque (lancers de roquettes, attentats, infiltrations) par des frappes aériennes ciblées contre des infrastructures militaires, des tunnels, des centres de commandement et des membres clés de la hiérarchie du Hamas.

La dissuasion israélienne repose également sur une dimension psychologique. La démonstration publique de nouvelles technologies de surveillance ou de frappe ainsi que la diffusion ciblée d'informations sur la capacité d'infiltration des réseaux du Hamas, participent d'une stratégie de pression morale et cognitive. Il s'agit d'alimenter, dans les rangs adverses, un sentiment de vulnérabilité permanent, dans le but d'orienter les comportements vers une forme d'autocensure stratégique, de modération ou de repli[18].

Le second pilier de la stratégie israélienne vis-à-vis du Hamas est le confinement de la bande de Gaza. Instauré à la suite de la prise de pouvoir du Hamas en 2007, ce confinement a pris la forme d'un blocus terrestre, maritime et aérien. La fermeté de ce blocus a évolué dans le temps avec des phases successives de renfermement et d'ouverture partielle entre 2007 et 2013 et entre 2013 et 2023[19]. Sur le plan terrestre, les points de passage entre Gaza et le territoire israélien sont strictement contrôlés, filtrant la circulation des biens et des personnes[20]. Ces restrictions ont contribué à l'émergence d'un réseau souterrain de tunnels reliant Gaza au Sinaï, utilisé pour la contrebande de marchandises, d'armes et de combattants. Malgré les efforts israéliens répétés pour les détecter et les détruire, notamment lors des opérations militaires successives évoquées ci-dessus, l'ampleur estimée de ces infrastructures souterraines (près de 500 km) rend leur éradication complète difficilement réalisable[21]. Sur le plan maritime, Israël impose un blocus naval strict de la bande de Gaza, interdisant aux navires de franchir une zone de sécurité définie.

17 Shmuel Bar, « Israeli strategic deterrence doctrine and practice », *Comparative Strategy*, 39 (4), p. 321-353.

18 Amir Lupovici, « Deterrence and Fear: Incorporating Emotions into the Field of Research », E-International Relations, 20 août 2020.

19 David Poort, « History of Israeli blockade on Gaza », Al Jazeera, 2 novembre 2011.

20 « La bande de Gaza : un territoire fermé sur lui-même par une frontière hermétique et militarisée », Centre national d'études spatiales (CNES).

21 Toi Staff, « Gaza tunnels stretch at least 350 miles, far longer than past estimate », *The Times of Israel*, 16 janvier 2024.

Cette mesure vise notamment à empêcher les livraisons clandestines d'armes[22]. Parallèlement, l'espace aérien au-dessus de Gaza est largement contrôlé, empêchant toute circulation aérienne, notamment pour bloquer l'usage de drones, de missiles guidés ou d'autres systèmes de combat sophistiqués[23].

Cependant, au-delà de cette architecture physique, la stratégie de confinement israélienne reposait aussi avant le 7 octobre sur une surveillance technologique de haute intensité, mobilisant les moyens du renseignement électromagnétique, du renseignement d'imagerie, ainsi que les importantes capacités cyber. Le système de barrière intelligente baptisé « Iron Wall », déployé le long de la frontière entre Gaza et Israël, combine capteurs, radars, caméras thermiques, drones et intelligence artificielle pour détecter tout mouvement suspect[24]. Cette enveloppe technologique permet de créer un environnement de surveillance quasi constant, dans lequel chaque signal peut potentiellement être exploité à des fins de ciblage ou d'alerte. Le confinement de Gaza ne constitue donc pas uniquement un instrument de pression logistique et économique. Il s'agit avant tout d'un dispositif sécuritaire articulé autour du renseignement, conçu pour prévenir les intrusions, anticiper les menaces et maintenir la bande de Gaza sous surveillance constante[25].

Les opérations militaires ciblées constituent le troisième pilier de la stratégie israélienne de lutte contre le Hamas. Ces opérations, désignées communément sous le vocable d'« assassinats ciblés », consistent à éliminer des figures stratégiques du mouvement, qu'il s'agisse de cadres militaires, de responsables politiques ou d'experts techniques[26]. Israël a, de longue date, eu recours à ces opérations ciblées qui visent à répondre à divers objectifs : désorganiser les chaînes de commandement, affaiblir les capacités opérationnelles, altérer le moral interne et contribuer à la dissuasion vis-à-vis des membres du Hamas comme de ses soutiens extérieurs[27]. Parmi les exemples les plus emblématiques figurent les éliminations du

22 Noam Amir, « Smuggling attempt foiled: Israel seizes 4 tons of Gaza-bound chemicals used in rockets », *The Jerusalem Post*, 3 mai 2016.

23 Jonathan Cook, « Gaza: Life and death under Israel's drones », Al Jazeera, 28 novembre 2013.

24 Andrei Popoviciu et Lubna Masarwa, « Gaza: What the iron wall built by Israel means for besieged Palestinians », *Middle East Eye*, 11 décembre 2021.

25 Toi Staff, « Years of subterfuge, high-tech barrier paralyzed: How Hamas busted Israel's defenses », *The Times of Israel*, 11 octobre 2023.

26 Paul Gaston Aaron, « The Idolatry of Force: How Israel Embraced Targeted Killing », *Journal of Palestine Studies*, 46 (4), 2017, p. 75-99.

27 Sur l'histoire des assassinats ciblés israéliens, voir Ronen Bergman, *Lève-toi et tue le premier*, Grasset, 2020.

fondateur et guide spirituel Ahmed Yassine en mars 2004, puis de son successeur Abdel Aziz al-Rantissi en avril de la même année[28]. La mise en œuvre de ces frappes fait systématiquement l'objet d'une coordination étroite entre le Shin Bet et le Aman pour l'identification, la localisation, la surveillance prolongée et la priorisation des cibles. Ces opérations reposent sur une collecte de renseignement multi-capteurs, mobilisant également des technologies de pointe pour assurer un niveau de précision le plus élevé possible. Si ces actions s'inscrivent dans une logique de neutralisation préventive, elles suscitent toutefois des débats récurrents sur les plans éthique, juridique et stratégique[29]. Sur le plan opérationnel, leur efficacité à long terme demeure également sujette à controverse : bien qu'elles permettent d'atteindre des objectifs tactiques immédiats, elles peuvent aussi entraîner des représailles, stimuler la dynamique de radicalisation au sein des populations palestiniennes victimes collatérales de ces frappes, ou encore renforcer la légitimité du Hamas auprès de certains segments de son électorat[30].

Le quatrième pilier de la stratégie israélienne à l'égard du Hamas repose sur une logique de fragmentation délibérée du champ politique palestinien, visant à empêcher l'émergence d'un leadership unifié susceptible de peser dans un processus de négociation. Cette approche s'appuie sur l'exploitation active des dissensions internes entre le Hamas et l'Autorité palestinienne (AP), ainsi que sur la séparation territoriale entre la Cisjordanie et la bande de Gaza[31]. Depuis la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en 2007, Israël a adopté une politique différenciée à l'égard des deux territoires. Tandis que la Cisjordanie faisait l'objet d'une coopération sécuritaire avec l'AP dans le cadre du respect des accords d'Oslo, Gaza subissait un blocus strict accompagné de frappes ciblées récurrentes. Ce double traitement visait délibérément à accentuer la rupture politique et institutionnelle entre les deux entités palestiniennes, afin de rendre plus difficile la formation d'un gouvernement

28 « Hamas chief killed in air strike », BBC, 22 mars 2004.

29 Voir sur ce point : Amélie Férey, *Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*. CNRS Éditions, 2020.

30 Tamar Meisels, Jeremy Waldron, *Debating Targeted Killing: Counter-Terrorism or Extrajudicial Execution?*, Oxford University Press, 2020.

31 Tamer Qarmout, « What is behind the Palestinian split and what makes it difficult to end? A historical institutional analysis from a settler colonial lens », *Third World Quarterly*, 44 (4), 2023, p. 686-704.

d'unité nationale et d'affaiblir la légitimité de l'ensemble du leadership palestinien[32].

Toutefois cette stratégie ne se limite pas à une logique de niveau macro-politique. Sur le terrain, Israël a mis en place des politiques de différenciation intra-palestiniennes, jouant sur les lignes de fracture sociale, économique et territoriale. En Cisjordanie, le système des permis de travail, les restrictions de circulation et les pratiques de sécurité différenciées selon les zones (A, B, C) ont contribué à entretenir des dynamiques de concurrence, voire de méfiance, entre différentes communautés et factions[33]. Cette stratégie de division comporte évidemment des risques et des limites structurelles. En cherchant à affaiblir simultanément le Hamas par des opérations militaires et l'Autorité palestinienne par la marginalisation diplomatique et financière, Israël s'est volontairement privé d'interlocuteurs crédibles pour toute perspective de solution politique à long terme[34]. De plus, la radicalisation croissante de segments de la population palestinienne, alimentée par le sentiment d'abandon, la précarité économique et l'absence de débouchés politiques, a contribué à la pérennisation du potentiel de déstabilisation sécuritaire.

Enfin, cette instrumentalisation de la gouvernance du Hamas à Gaza a parfois été intégrée à des logiques politiques internes israéliennes, en particulier sous les gouvernements successifs de Benyamin Netanyahou. Des enquêtes journalistiques ont mis en lumière l'existence de canaux de soutien financier clandestin au Hamas par l'intermédiaire du Qatar, destinés à maintenir ce dernier dans une posture de pouvoir contenue, mais menaçante, afin de justifier une ligne sécuritaire dure[35]. Ce double jeu, visant à contenir le Hamas tout en entretenant sa capacité de nuisance, n'est certes pas la cause de l'attaque du 7 octobre 2023, mais il a contribué à créer les conditions d'un sentiment de contrôle et de maîtrise de la menace dans lequel l'organisation islamiste a pu concevoir et mettre en œuvre une offensive d'ampleur[36].

32 « The Israeli Government's Old-New Palestine Strategy », International Crisis Group Middle East Briefing 86, 28 mars 2022.

33 Leila Farsakh, « Palestinian Economic Development: Paradigm Shifts since the First Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 45 (2), 2016, p. 55-71.

34 Ahmed Abou Artema, « Israel's divide, rule and erase strategy is failing », Al Jazeera, 26 mai 2021.

35 Mark Mazzetti et Ronen Bergman, « 'Buying Quiet': Inside the Israeli Plan That Propped Up Hamas », *The New York Times*, 10 décembre 2023.

36 « Israeli far-right Minister Bezalel Smotrich described Hamas as 'asset' in unearthed tweet », *The National*, 23 janvier 2024.

L'analyse de la stratégie israélienne vis-à-vis de Gaza et du Hamas met en lumière l'approche d'un acteur étatique disposant de moyens militaires, technologiques et institutionnels importants, et structurant sa politique sécuritaire autour des piliers de dissuasion, de confinement, de ciblage et de division. En regard, le Hamas, en tant qu'acteur non étatique, a progressivement développé une stratégie d'adaptation face à ces contraintes. Il importe donc pour comprendre l'attaque du 7 octobre d'analyser cette interaction stratégique, marquée par une dialectique constante entre contrôle israélien et stratégie de contournement par le Hamas.

L'ÉVOLUTION DE LA MENACE ET DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DU HAMAS

L'évolution des capacités opérationnelles du Hamas constitue un facteur central pour comprendre la montée en puissance de la menace sécuritaire pesant sur Israël, et le contexte stratégique dans lequel l'attaque du 7 octobre 2023 a été rendue possible. Acteur non étatique confronté à un adversaire disposant d'une supériorité militaire et technologique écrasante, le Hamas a progressivement développé une stratégie d'adaptation et de contournement qui s'est appuyée sur quatre dynamiques principales : le soutien militaire et financier apporté par l'Iran, la constitution d'une industrie locale d'armement, la professionnalisation croissante des forces combattantes, et l'adaptation constante aux doctrines israéliennes, y compris dans le champ technologique et du renseignement.

Le soutien de l'Iran a joué un rôle déterminant dans la montée en puissance du Hamas. Depuis les années 1990, la République islamique a vu dans le Hamas un partenaire stratégique dans sa politique d'hostilité à l'égard d'Israël, et un levier d'influence dans la région. Cette relation s'est traduite par des transferts d'armements, le financement d'infrastructures militaires, le partage d'expertise technique, la mise en place de formations assurées par les Gardiens de la révolution ou le Hezbollah[37]. Sur le plan militaire, ce soutien s'est matérialisé par la fourniture de roquettes à moyenne et longue portée, comme les Fajr-5, ainsi que de missiles antichars Kornet et de drones armés. Ces équipements ont permis au Hamas d'étendre progressivement la portée géographique

37 « Captured Documents Show Iranian Support for Hamas in the Gaza Strip », The Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center, 18 novembre 2024.

de ses frappes et de menacer directement les centres urbains israéliens[38]. Téhéran a également facilité l'acheminement clandestin de composants via des routes traversant la Jordanie, la Syrie ou encore le Soudan, passant ainsi à travers les mailles du blocus israélien[39].

Au-delà de l'armement, le partenariat stratégique entre l'Iran et le Hamas s'est progressivement intensifié par l'organisation de stages de formation au profit des personnels du Hamas dans des camps militaires en Iran, au Liban et en Syrie. Ces formations ont porté sur des domaines variés : techniques de guérilla urbaine, usage d'explosifs improvisés, opérations de sabotage, guerre électronique et emploi tactique de drones[40]. Cette coopération a contribué à professionnaliser les cadres militaires du Hamas, en particulier les membres de la branche armée, les Brigades Izzedine al-Qassam. Par ailleurs, l'Iran a versé pendant plusieurs années des aides financières substantielles au Hamas pour aider à l'administration de la bande de Gaza et au développement de sa branche armée, évaluées à plusieurs dizaines de millions de dollars par an. Ces fonds ont permis de financer la construction des réseaux de tunnels, l'achat de matériels, ainsi que le maintien de structures de commandement et de communication[41].

Cette alliance a toutefois connu des phases de tension, notamment au cours de la guerre en Syrie. L'alignement de l'Iran sur le régime de Bachar al-Assad a suscité des discussions au sein du Hamas et des difficultés de positionnement dans sa stratégie de rapprochement avec les pays de l'axe sunnite[42]. Cette divergence a provoqué une réduction temporaire du soutien iranien au début des années 2010, avant un rapprochement progressif motivé par l'objectif stratégique commun d'affaiblir Israël. Malgré ces variations, l'appui iranien a constitué un levier essentiel dans le renforcement structurel du Hamas.

Face aux restrictions imposées par le blocus israélien et à la fragilisation des circuits de contrebande, le Hamas a également investi massivement

38 « Report: Hamas testing new long-range rockets that can reach Tel Aviv », *The Jerusalem Post*, 31 décembre 2013.

39 « Captured documents reveal how Iran smuggles weapons via Syria and Jordan », The Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center, 22 décembre 2024.

40 Ido Levy, « How Iran Fuels Hamas Terrorism », The Washington Institute for Near East Policy, 1er juin 2021.

41 « Captured Documents Show Iranian Support for Hamas in the Gaza Strip », The Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center, 18 novembre 2024.

42 « Le Hamas écartelé entre axes chiite et sunnite dans le conflit en Syrie », *L'Orient le Jour*, 19 juin 2013.

dans la production locale d'armements. Ce choix stratégique répondait à un double impératif : assurer l'autonomie militaire du mouvement et garantir la continuité de ses opérations. À Gaza, des ateliers clandestins ont ainsi vu le jour, capables de produire une gamme diversifiée d'équipements militaires, allant des roquettes artisanales aux drones, en passant par les mortiers, explosifs improvisés (IED) et dispositifs antichars[43]. Les premiers modèles de roquettes développés localement par le Hamas souffraient d'une portée et d'une précision très limitées. Cependant les capacités techniques du Hamas se sont progressivement accrues, donnant naissance à des missiles comme les M-75, R-160 ou J-80. Ces armes ont progressivement permis de frapper Tel-Aviv ou Haïfa depuis Gaza. Ces progrès ont évidemment été rendus possibles par le transfert de connaissances depuis l'Iran ou le Hezbollah, mais aussi par la capacité du Hamas à recycler des matériaux industriels détournés, notamment via le marché noir[44]. Le réseau de tunnels creusé sous Gaza a permis l'acheminement de composants sensibles depuis l'Égypte. Toutefois, la destruction partielle, mais répétée par Israël et les forces égyptiennes des tunnels et des filières d'acheminement a contraint le Hamas à renforcer son autonomie de production. L'ingéniosité des ingénieurs du mouvement a ainsi permis de créer des lignes de fabrication souterraines, dispersées et difficilement localisables, utilisant des matériaux dérivés de produits civils ou d'origine étrangère[45].

À la faveur de ces renforcements capacitaires et de cette professionnalisation constante au cours de la dernière décennie, le Hamas a progressivement atteint un niveau avancé de développement militaire, dont l'attaque du 7 octobre 2023 a constitué la manifestation la plus spectaculaire. Les forces d'élite du Hamas, connues sous le nom de Nukhba, incarnent le cœur opérationnel du mouvement. Recrutées pour leur engagement idéologique et leur aptitude physique, elles bénéficient d'un entraînement intensif, incluant des simulations d'attaques coordonnées, d'infiltrations transfrontalières et d'enlèvements de soldats israéliens[46]. À ces aspects opérationnels s'ajoute une formation psychologique et idéologique, visant à renforcer la cohésion et la motivation

43 Loveday Morris et Adam Taylor, « Gaza's homemade rockets still stretch Israel's sophisticated defenses », *The Washington Post*, 6 mai 2019.

44 Hollie MccKay, « A Look Inside Hamas's Weapons Arsenal », *The Cypher Brief*, 30 novembre 2023.

45 Yonah Jeremy Bob, « IDF finds pieces of Hamas rockets that could reach 100 kilometers », *The Jerusalem Post*, 8 janvier 2024.

46 James Rothwell, « Israel sets its sights on destroying Nukhba, the mysterious Hamas commando squad », *The Telegraph*, 12 octobre 2023.

des combattants, souvent préparés à des missions-suicide ou à un engagement prolongé sous terre. Leur rôle lors de l'attaque du 7 octobre a illustré leur niveau de préparation et leur capacité à mener des actions complexes.

Depuis le milieu des années 2000, le Hamas a par ailleurs développé des capacités notables de renseignement[47]. En matière de renseignement humain, le Hamas a mis en place une stratégie fondée sur le ciblage des minorités arabes disposant de la citoyenneté israélienne ou de liens étroits avec cette population. Ces individus présentent un double avantage : d'abord une potentielle proximité idéologique ou religieuse facilitant le recrutement, et ensuite une capacité de déplacement vers des pays tiers, comme le Liban ou la Jordanie, où les contacts peuvent s'établir dans des conditions de sécurité accrues. Le Hamas a également recruté des sources parmi les Israéliens musulmans se rendant à La Mecque, en faisant usage de divers types de couvertures. Enfin, le Hamas mobilise pleinement les outils technologiques à sa disposition pour recruter des sources sur les réseaux sociaux, les forums et les groupes des diverses applications de messagerie qui permettent un recrutement déterritorialisé, un encadrement sécurisé et un transfert rapide et précis d'informations sensibles[48]. Si une partie de ces activités ont pu être neutralisées par les services de contre-espionnage israéliens, ces techniques ont néanmoins permis au Hamas de récolter des volumes significatifs d'information.

Parallèlement à ces capacités de renseignement humain, le Hamas a fait un usage systématique du renseignement de sources ouvertes (OSINT), exploitant l'abondance d'informations disponibles en ligne pour affiner sa compréhension du dispositif israélien[49]. L'organisation a largement tiré parti de données accessibles publiquement sur les réseaux sociaux, les bases de données gouvernementales, les publications universitaires, les images satellitaires commerciales ou encore les communications mal maîtrisées sur les réseaux sociaux des forces israéliennes ou de leurs proches[50]. Le Hamas a ainsi fait usage de l'OSINT pour reconstituer les

47 Sur ce point, voir Netanel Flamer, *The Hamas Intelligence War against Israel*, Cambridge University Press, 2024.

48 Sur les moyens de renseignement humain du Hamas et du Hezbolah, voir Netanel Flamer, « Hezbollah and Hamas's main platforms for recruiting and handling of human sources after 2006 », *Middle Eastern Studies*, 59 (5), p. 842-854.

49 Avner Barnea, « The OSINT factor in Hamas' operational success and Israel's intelligence failure », *IntelNews*, 5 décembre 2023.

50 Netanel Flamer, « The enemy teaches us how to operate': Palestinian Hamas use of open source intelligence (OSINT) in its intelligence warfare against Israel (1987-2012) », *Intelligence and National Security*, 38 (7), 2023, p. 1171-1188.

itinéraires de responsables israéliens, localiser des infrastructures militaires ou anticiper les mouvements de troupes.

Loin de se limiter à une simple utilisation passive du cyberespace, le Hamas a également déployé de véritables stratégies cyber offensives à des fins de collecte de renseignement. Ces opérations ont porté principalement sur des cibles de la fonction publique, sur des militaires ou des personnels du dispositif de sécurité israélien, afin de capter des informations d'intérêt : emplacement des forces, horaires de déplacements, plans d'infrastructures. Les informations ainsi obtenues ont pu servir à identifier des cibles, mais aussi être utilisées dans des opérations de « leak » et de propagande destinée à influencer l'opinion israélienne[51]. Si les premières campagnes cyber offensives du Hamas employaient des modes opératoires rudimentaires, tels que l'envoi massif de courriels malveillants ou l'usage de pièces jointes et de liens frauduleux, les méthodes se sont peu à peu professionnalisées. Le Hamas a ainsi appris à développer en propre des malwares visant à infecter des applications mobiles populaires en Israël[52]. Le développement de ces moyens de collecte de renseignement par des voies moins risquées et plus difficilement traçables par les services israéliens a ainsi permis au Hamas de compenser partiellement ses faiblesses et ses difficultés d'accès au terrain israélien.

Le Hamas s'est ainsi distingué par sa capacité à adapter continuellement ses tactiques au cours de la dernière décennie à l'évolution des piliers de la doctrine israélienne. Cette adaptabilité constitue l'un des fondements de sa survie et explique sa montée en puissance au cours des années précédant le 7 octobre 2023[53]. L'usage des tunnels, à la fois pour le transport logistique, le stockage d'armements et la projection de forces à travers la frontière, a conféré au Hamas un avantage stratégique majeur dans un territoire sous surveillance constante. L'usage croissant des drones pour des missions de reconnaissance, de ciblage d'artillerie et d'attaques, en application des tactiques iraniennes ou du Hezbollah, a permis de collecter des renseignements essentiels à la réalisation de l'opération. Cette sophistication progressive a permis au Hamas de

51 Simon Handler, « The cyber strategy and operations of Hamas: Green flags and green hats », Atlantic Council, 7 novembre 2022.

52 Yossi Melman, « Hamas attempted to plant spyware in 'Red Alert' rocket siren app », *The Jerusalem Post*, 14 août 2018.

53 Nesya Rubinstein-Shemer, « 'Close but no Cigar': Hamas's psychological warfare against Israel between 2014 and 2023 », *Middle Eastern Studies*, 61 (1), 2025, p. 1-17.

devenir un acteur politico-militaire de premier plan, articulant sa stratégie d'adaptation aux contraintes imposées par Israël. La croissance de ses capacités militaires résulte à la fois d'un soutien externe, d'une ingénierie locale, d'une professionnalisation interne et d'une compréhension fine des vulnérabilités israéliennes. C'est dans cette dialectique complexe des acteurs et des stratégies que se situent les causes de l'échec des services de renseignement israéliens à anticiper et entraver l'attaque du 7 octobre 2023.

II. LE RENSEIGNEMENT ET LA MENACE

Les services israéliens et l'attaque du 7 octobre

Les services de renseignement ont pour fonction de collecter, exploiter et diffuser auprès de leurs autorités des informations dans le but de contribuer à réduire l'incertitude dans leur prise de décision. Pour reprendre les mots de David Omand, ancien directeur du service de renseignement technique britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ), « la valeur du renseignement réside dans sa capacité à éclairer les décisions en réduisant l'ignorance des décideurs sur la réalité à laquelle ils font face[1] ». Pour assurer cette fonction, les services de renseignement s'appuient sur un ensemble de capacités de collecte d'informations par des moyens humains et techniques. Les informations collectées par ces différents capteurs contribuent, à travers un processus d'évaluation, de recoupement et de réorientation, à renseigner sur les individus, les réseaux, les structures, les organisations, les États, les régions ou les thématiques d'intérêt pour proposer aux autorités l'évaluation la plus fiable possible des menaces. Ce processus, qui mobilise une pluralité d'acteurs et d'organisations, est par nature exposé à des défaillances à différents niveaux, susceptibles d'entraver la conduite de la politique étrangère et la gestion des menaces par les États. L'analyse des causes de ces dysfonctionnements fait l'objet d'une littérature académique abondante dans le champ des études de renseignement. Pour appréhender l'échec du 7 octobre, cette littérature fournit un cadre d'analyse sur lequel il est possible de s'appuyer afin de décomposer les mécanismes de fonctionnement des services de renseignement, et ainsi identifier avec précision où les défaillances se sont manifestées.

LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT

La cause principale des échecs du renseignement réside, d'après plusieurs chercheurs, dans la collecte des informations. La diversité des moyens de recueil implique de fonder certaines évaluations de la menace sur des accès à la fiabilité variable. Michael Herman souligne

1 David Omand, *Securing the State*, Hurst & Co Publishers, 2010, p. 22.

ainsi que la cause de nombreux échecs du renseignement réside dans la nature même des moyens de collecte dont disposent les services de renseignement[2]. Erik Dahl avance un argument similaire en précisant que « le renseignement disponible avant la plupart des attaques surprises est général et non spécifique » et que ce renseignement stratégique « permet aux décideurs de voir la fumée de la menace grandissante, mais masque les flammes qui sont seules capables d'indiquer où et quand il faut agir »[3]. Cette approche des échecs par la collecte accorde une place prépondérante à la nature et à la fiabilité du renseignement brut. Elle tend à voir dans l'analyse un élément secondaire. Elle valorise le renforcement des moyens capacitaires, l'action immédiate et la collecte opérationnelle et clandestine en arguant de la nécessité de développer de nouveaux accès, seuls capables de fournir le renseignement fiable[4]. Pour évaluer la validité de cette hypothèse dans le cas de l'attaque du 7 octobre 2023, il importe d'effectuer une analyse détaillée des éléments recueillis par les services de renseignement israéliens.

Le Shin Bet et le Aman disposaient à la veille du 7 octobre d'un volume significatif d'informations, issues de sources diversifiées. Parmi les éléments disponibles figuraient en premier lieu ceux dont la collecte relevait de l'observation générale et quotidienne des activités du Hamas dans la bande de Gaza, en premier lieu les exercices militaires, observés tout au long de l'année 2023. Ces entraînements, parfois conduits en coordination avec d'autres factions armées comme le Jihad islamique, simulaient des incursions transfrontalières, des attaques contre des kibboutzim, et des enlèvements de soldats ou de civils[5]. Ces manœuvres ont été scrutées par les systèmes de surveillance israéliens, notamment l'unité 8200. Plusieurs sources internes avaient alerté sur la dangerosité de ces signaux[6]. Une officière de l'unité 8200 identifia dès juillet 2023 une correspondance étroite entre les entraînements observés et un plan d'attaque connu sous le nom de « Jericho Wall », un document officiel du Hamas déjà en possession des services israéliens, décrivant avec

2 Michael Herman, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge University Press, 1996.

3 Erik J. Dahl, *Intelligence and Surprise Attack. Failure and success from Pearl Harbor to 9/11 and beyond*, Georgetown Univeristy Press, 2013, p. 2.

4 Melvin Goodman, *Failure of Intelligence: The Decline and Fall of the CIA*, Rowman & Littlefield Publishers, 2008.

5 Abdelali Ragad, « How Hamas built a force to attack Israel on 7 October », BBC, 27 novembre 2023.

6 « IDF soldiers say repeated warnings of Hamas activity prior to Oct. 7 attacks were ignored », *ABC News*, 28 juin 2024.

précision les modalités de l'assaut tel qu'il s'est déroulé (brèches dans la clôture, utilisation de parapentes, attaques coordonnées contre des bases militaires et prises d'otages)[7]. L'officière renouvela son alerte les 4 et 5 octobre 2023, quelques jours avant l'attaque, sans que ces avertissements provoquent de réévaluation stratégique[8].

Parmi les moyens de recueil secrets des services, le Shin Bet disposait par ailleurs d'une source humaine infiltrée dans les cercles décisionnels du Hamas connue sous le nom de code *Mavo'ah* (« la fontaine »). Cette source avait transmis dès 2023 des informations sur les intentions et la stratégie renouvelée de la branche militaire du Hamas sous la direction de Yahia Sinwar[9]. Les partenaires des services israéliens, en particulier l'Égypte, disposant de ses propres canaux d'écoute à Gaza, auraient également transmis des évaluations similaires à leurs homologues israéliens[10]. Enfin, un signal technique de grande ampleur fut détecté dans les heures précédant l'attaque : le 6 octobre au soir, le Shin Bet identifia une activation massive et soudaine de cartes SIM dans la bande de Gaza[11]. Ce type d'activité, typique des phases de déclenchement d'opérations, aurait pu justifier une élévation du niveau d'alerte.

Pris isolément, chacun de ces éléments pouvait sembler suffisant pour justifier une réévaluation par le Shin Bet et le Aman du niveau de la menace et la mise en œuvre en conséquence d'un suivi renforcé par la réorientation précise des capteurs humains et techniques. Pris ensemble, ils dessinaient un tableau cohérent, celui d'une opération en préparation, appuyée d'une part sur des moyens militaires importants et d'autre part sur la démonstration d'une intentionnalité. Il faut toutefois se méfier de l'illusion rétrospective de l'évidence ou de la fatalité. Lorsque l'aboutissement est connu, l'interrogation des sources donne toujours à voir la cohérence et la logique. Leur interprétation est inéluctablement influencée par la connaissance de ce dont elles étaient constitutives. Or, si les services de renseignement israéliens disposaient de signaux d'alerte notables, l'architecture de collecte présentait des vulnérabilités

7 Ronen Bergman et Adam Goldman, « Israel Knew Hamas's Attack Plan More Than a Year Ago », *The New York Times*, 2 décembre 2023.

8 Emmanuel Fabian, « IDF identified but ignored 5 warning signs of Hamas attack on eve of Oct. 7, its probe shows », *The Times of Israel*, 27 février 2025.

9 Michael Bachner, « Shin Bet dismissed Gaza source's tip on plans, timing of major Hamas attack », *The Times of Israel*, 27 décembre 2023.

10 « Egypt warned Israel days before Hamas struck, US committee chairman says », BBC, 12 octobre 2023.

11 Amos Harel, « Israeli Intelligence Agencies Detected Israeli SIM Cards Activated by Hamas Hours Before Oct 7 Assault », *Haaretz*, 26 février 2024.

structurelles qui ont compromis la capacité d'anticipation et la détection de la menace dans sa phase préparatoire.

L'une des limites les plus significatives dans le plan de collecte des services israéliens tenait à l'érosion du renseignement humain dans la bande de Gaza. Depuis le retrait unilatéral de 2005 et le transfert de responsabilité de l'armée israélienne et du Aman au Shin Bet, les capacités d'infiltration, de recrutement et de traitement de sources dans l'enclave avaient été durablement affaiblies[12]. L'accès au terrain, la fidélisation de sources locales et l'évaluation de la fiabilité des informateurs étaient devenus des opérations à haut risque, ne pouvant être conduites que de manière indirecte. Ce déficit en renseignement humain a contribué à renforcer une dépendance déjà importante aux capteurs technologiques, notamment aux moyens de renseignement électromagnétique.

Or cette dépendance technologique s'est révélée vulnérable aux évolutions des modes de communication du Hamas. En 2023, les Forces de défense israéliennes ont décidé d'interrompre l'exploitation systématique des communications radio du Hamas, jugées peu utiles, pour concentrer leurs efforts d'interception sur les communications cellulaires[13]. Cette réorientation s'est accompagnée d'une hypothèse de travail selon laquelle l'adversaire continuerait d'utiliser des canaux relativement classiques, dont les signaux seraient exploitables par les capteurs israéliens[14]. Or il apparaît rétrospectivement que le Hamas a précisément intégré cette évolution en développant une stratégie de tromperie informationnelle : les canaux mobiles auraient été utilisés pour diffuser de faux signaux et conduire de fausses conversations, tandis que les véritables préparatifs opérationnels transitaient par des communications filaires déployées à l'intérieur des tunnels de la bande de Gaza et donc extrêmement difficiles à intercepter et à exploiter par les services israéliens[15]. Cette adaptation tactique a contribué de toute évidence à priver Israël de renseignements essentiels, en dépit de la densité des moyens techniques mobilisés.

12 Avner Barnea, « Israeli Intelligence Was Caught Off Guard », art. cité, p. 1072.
13 Michel Wyss, « The October 7 attack », art. cité, p. 4.
14 Ronen Bergman, Mark Mazzetti et Maria Abi-Habib, « How Years of Israeli Failures on Hamas Led to a Devastating Attack », *The New York Times*, 29 octobre 2023.
15 Samia Nakhoul et Jonathan Saul, « How Hamas duped Israel as it planned devastating attack », Reuters, 10 octobre 2023 ; Ronen Bergman et Patrick Kingsley, « How Israel's Feared Security Services Failed to Stop Hamas's Attack », *The New York Times*, 10 octobre 2023.

Ces insuffisances dans le dispositif de collecte israélien ne relèvent toutefois pas du hasard, mais résultent d'une stratégie délibérée impulsée par la direction militaire du Hamas, en particulier par Yahya Sinwar, figure centrale du mouvement depuis sa libération lors de l'échange de prisonniers de 2011 et sa montée en puissance à la tête de la branche armée[16]. Ancien détenu, formé dans les prisons israéliennes aux techniques de sécurité et de contre-espionnage, Sinwar avait fait de la lutte contre l'infiltration israélienne un pilier de son leadership militaire[17]. Sous son autorité, le Hamas a conduit une politique de contre-espionnage d'une grande fermeté, visant à identifier les sources des Israéliens, à démanteler systématiquement les réseaux d'informateurs, à renforcer la discipline interne et à imposer un strict cloisonnement des chaînes de commandement. En parallèle, des procédures opérationnelles rigoureuses ont été instaurées, notamment dans le domaine des communications : usage contrôlé des téléphones, préférences pour les liaisons filaires, déplacements physiquement sécurisés et transmission segmentée des ordres[18]. Cette culture du secret visait explicitement à neutraliser l'avantage technologique israélien dans le domaine du renseignement. En conséquence, la collecte israélienne s'est trouvée confrontée non seulement à des contraintes techniques croissantes, mais à un adversaire capable d'anticiper et de manipuler ses modes de surveillance aggravant ainsi leur cécité opérationnelle.

L'examen du dispositif de collecte des services de renseignement israéliens met ainsi en lumière une configuration ambivalente, marquée à la fois par une densité d'informations précises et par des fragilités structurelles persistantes. L'argument d'Eric Dahl selon lequel « le renseignement disponible avant la plupart des attaques surprises est général et non spécifique » ne semble pas s'appliquer ici. Le Shin Bet et le Aman disposaient, en amont de l'attaque du 7 octobre, d'un ensemble de données susceptibles de signaler la préparation d'une opération majeure (exercices militaires, signaux techniques, renseignement humain, alertes extérieures), mais ces éléments sont demeurés inopérants sur le plan analytique et décisionnel. Nonobstant l'érosion du renseignement humain dans la bande de Gaza et la sophistication des

16 Voir notamment Tarek Hamoud, « Understanding October 7 through Hamas's Adaptability and Leadership Structure », *Journal of Palestine Studies*, 53 (2), 2024.

17 Adam Ragson et Ronen Bergman, « Secret Hamas Files Show How It Spied on Everyday Palestinians », *The New York Times*, 13 mai 2024.

18 Jason Burke, « Yahya Sinwar: ruthless operator who plotted Hamas 7 October attack », *The Guardian*, 17 octobre 2024.

dispositifs de contre-espionnage mis en œuvre par le Hamas, le défaut de collecte ne peut suffire à rendre compte de l'échec du 7 octobre. En effet, au-delà de la disponibilité des données, c'est leur traitement analytique, leur interprétation, leur mise en contexte, leur intégration dans une lecture cohérente du réel, c'est-à-dire de l'évaluation des moyens et des intentions de l'adversaire qui conditionne leur valeur et leur donne une signification. C'est donc à ce niveau, celui de la fabrique de l'interprétation, qu'il convient désormais de porter l'attention, afin de comprendre comment un système aussi sophistiqué a pu échouer à produire une représentation pertinente de la menace en gestation.

BIAIS ANALYTIQUES ET REPRÉSENTATIONS DES ACTEURS

La littérature sur les échecs du renseignement est riche de travaux et de cas d'étude sur les défaillances dans l'exploitation et l'analyse. Dans un ouvrage séminal pour le champ de recherche, Roberta Wohlstetter démontrait en 1962 à travers le cas de l'attaque japonaise à Pearl Harbour comment la masse d'informations disponible avait paradoxalement contribué à brouiller la lisibilité des intentions japonaises[19]. L'excès d'information et de bruit ambiant, plutôt que d'établir de la certitude, avait produit l'effet contraire, celui de susciter la confusion parmi les analystes et de sous-évaluer la signification réelle des informations collectées. Les erreurs d'analyse sont également au cœur du travail de Thomas Fingar qui montre comment la capacité à donner sens à des informations pour produire du renseignement est intrinsèquement liée au processus permettant l'exploitation de ces informations, c'est-à-dire la capacité à organiser et structurer les données pour en extraire du sens[20]. Les erreurs d'analyse figurent également parmi les conclusions de la commission sur le 11 Septembre[21], à la suite de laquelle de nombreux travaux de recherche ont été engagés, certains d'entre eux financés par des fonds fédéraux américains[22], pour contribuer à mieux comprendre et ainsi améliorer les méthodes de raisonnement des analystes[23], dans

19 Roberta Wohlstetter, *Pearl Harbor: Warning and decision*, Stanford University Press, 1962.

20 Thomas Fingar, *Reducing Uncertainty: Intelligence Analysis and National Security*, Standford University Press, 2011.

21 *The 9/11 Commission Report: Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States*, W. Norton & Company, 2004.

22 Philip E. Tetlock, Dan Gardner, *Superforecasting: The Art and Science of Prediction*, Crown Edition, 2016.

23 Katherine H. Pherson, Randolph H. Pherson, *Critical Thinking for Strategic Intelligence Third Edition*, CQ Press, 2020 ; Sarah Miller Beebe, Randolph H.

le but de réduire les failles analytiques majeures[24]. Les évolutions technologiques contemporaines prolongent ces débats sous de nouvelles modalités, notamment à travers la question de l'intégration de l'OSINT et de l'usage de l'intelligence artificielle dans l'exploitation et l'analyse du renseignement[25].

L'échec du 7 octobre 2023 contribuera très certainement à alimenter cette littérature et les débats qui la structurent. Les limites de la collecte expliquent en partie la surprise stratégique du 7 octobre, mais elles ne permettent pas à elles seules de rendre compte de l'ampleur de l'échec. La valeur du renseignement ne dépend pas uniquement de la quantité et de la fiabilité des informations recueillies, mais également de leur exploitation et de l'interprétation qui en est faite. Or, dans le cas du 7 octobre, l'exploitation a été profondément influencée par un ensemble de présupposés analytiques non interrogés, car pour partie non conscientisés, qui ont structuré la lecture des informations. Ces cadres interprétatifs préexistants, fondés sur des hypothèses jugées robustes, ont agi comme autant de filtres de perception, réduisant la capacité des services à détecter ou à prendre au sérieux des signaux qui contredisaient des présupposés.

Parmi les présupposés les plus structurants figurait l'idée que le Hamas ne disposait pas des capacités militaires et organisationnelles nécessaires pour mener une opération offensive de grande envergure. Cette hypothèse, solidement ancrée dans les analyses au sein des services, s'appuyait sur la conviction que, parmi les adversaires frontaliers d'Israël, seul le Hezbollah disposait de capacités militaires réellement stratégiques à l'échelle régionale[26]. Le Hamas était ainsi perçu comme une menace de rang secondaire, instable, mais contenu, à l'égard de laquelle la logique de confrontation restait circonscrite à des cycles de violence périodiques et qui ne nourrissait pas de grandes ambitions militaires de rupture. Cette lecture a fortement pesé sur l'évaluation des

---

Pherson, *Cases in Intelligence Analysis: Structured Analytic Techniques in Action Second Edition*, CQ Press, 2014 ; Randolph H. Pherson, Richards J. Heuer, *Structured Analytic Techniques for Intelligence Analysis*, 3e éd., CQ Press, 2020.

24 Richards J. Heuer, *Psychology of Intelligence Analysis*, Martino Fine Books, 2019.

25 Hamilton Bean, *No More Secrets. Open-Source Information and the Reshaping of US Intelligence*, Praeger, 2011 ; M.D. Jaeger, Dunn Cavelty, « From madness to wisdom: intelligence and the digital crowd », *Intelligence and National Security*, 34 (3), 2019, p. 329-343 ; Damien Van Puyvelde et Stephen Coulthart, « Beyond the buzzword: Big data and national security decision-making », *International Affairs*, 93 (6), 2017, p. 1397-1416.

26 Rapport du Aman sur le 7 octobre (en hébreu) : https://drive.google.com/file/d/1adxtbFqEpwJHKsSs_6fhm-Sct_DMR151/view?usp=drive_link

renseignements relatifs aux exercices militaires, aux plans d'attaque ou aux changements tactiques observés : ces éléments ont été interprétés comme des gesticulations politiques ou des démonstrations de force symboliques, et non comme les prémices d'une offensive crédible[27].

Ce biais de représentation s'est doublé d'une hypothèse tout aussi centrale concernant les intentions du Hamas. L'idée dominante était que le mouvement islamiste avait opté pour une posture de dissuasion et de gestion politique du *statu quo*, préférant investir dans la consolidation de son pouvoir local à Gaza plutôt que dans des opérations militaires à haut risque. Cette lecture s'appuyait d'une part sur la conviction de l'efficacité de la stratégie de dissuasion et d'autre part sur l'analyse des discussions indirectes entre Israël et le Hamas, souvent médiatisées par l'Égypte ou le Qatar, qui avaient permis d'améliorer progressivement les conditions de vie dans l'enclave, d'augmenter les permis de travail en Israël pour les Gazaouis, et de stabiliser, au moins en apparence, la gouvernance locale[28]. Dans cette perspective, le Hamas apparaissait aux yeux des services israéliens comme un acteur soucieux de ne pas compromettre les gains accumulés depuis sa prise de contrôle de Gaza en 2007, c'est-à-dire son autorité administrative, policière et politique sur le territoire. L'hypothèse dominante était donc que le Hamas n'avait aucun intérêt à initier un affrontement frontal susceptible de déclencher une réponse militaire massive, et donc de mettre en péril l'édifice institutionnel patiemment construit[29]. Cette interprétation a fortement biaisé la lecture des signaux, dans la mesure où elle délégitimait toute hypothèse de rupture stratégique en la qualifiant d'irraisonnable ou d'incohérente avec les intérêts objectifs du mouvement.

Un autre présupposé analytique majeur tenait à la perception d'une menace contenue. Cette idée reposait sur la conviction que la situation sécuritaire à Gaza, bien qu'imparfaite, demeurait stable et sous contrôle. Les outils de surveillance sophistiqués, les systèmes d'alerte précoce, les capacités de renseignement électronique, mais aussi les routines de monitoring de la population gazaouie, étaient perçus comme garantissant une maîtrise de l'environnement et donc en mesure de prévenir

27 Emmanuel Fabian, « IDF's Oct. 7 probes show it misread Hamas for years, left southern Israel utterly vulnerable », *The Times of Israel*, 27 février 2025.

28 Gadi Hitman, « What Went Wrong? Israeli Misconceptions And the October 2023 Surprise », *Middle East Policy*, 31 (3), 2024, p. 82-94.

29 Peter Bergen, « Israel's costly misunderstanding of Hamas' true aims », CNN, 19 octobre 2023.

toute escalade imprévue[30]. Dans ce cadre, les renseignements collectés étaient systématiquement intégrés dans une représentation consolidée d'un équilibre conflictuel durable, fait de provocations et de ripostes, mais sans réelle dynamique de transformation. Le rapport interne du Shin Bet sur l'échec du 7 octobre note ainsi que « les plans [du Hamas] n'étaient pas perçus comme représentatifs d'une menace tangible, et la série de signaux faibles qui a commencé à l'été 2023 n'a pas été attribuée à la matérialisation de cette menace[31] ». Cette conviction a dès lors opéré comme un mécanisme de dissonance cognitive, conduisant à la disqualification systématique des renseignements contradictoires, qu'ils soient issus de sources humaines ou techniques, au profit de la certitude rassurante de schémas interprétatifs non interrogés. La menace n'était pas niée, mais considérée comme structurellement contenue : Gaza était surveillée, donc perçue comme neutralisée.

À cet enchevêtrement de positions analytiques s'est également ajouté un biais de confiance dans la robustesse du dispositif technologique israélien, notamment renforcé par les succès passés dans la prévention des attentats et des infiltrations. La croyance selon laquelle un événement d'une telle ampleur n'aurait pu se produire sans être détecté a alimenté la conviction que, si aucun signal clair n'apparaissait au sommet des chaînes d'analyse, c'est que l'attaque était, par définition, improbable[32]. Cette circularité a contribué à disqualifier les alertes isolées, notamment celles venant de l'officière de l'unité 8200 ou de celles des services partenaires, en les traitant comme des évaluations marginales ou mal contextualisées. Le niveau de confiance des services dans leur dispositif technologique de renseignement a paradoxalement contribué à brouiller les mécanismes d'alerte en empêchant toute remise en cause des cadres analytiques, même lorsque les signaux se faisaient plus insistants à l'approche de l'attaque.

L'ensemble de ces éléments met en évidence la centralité des cadres interprétatifs non interrogés dans l'échec du 7 octobre. La persistance de prémisses non réévaluées, concernant les intentions supposées du Hamas, ses capacités militaires, sa rationalité stratégique ou encore la

30 Rapport du Aman sur le 7 octobre (en hébreu) : https://drive.google.com/file/d/1adxtbFqEpwJHKsSs_6fhm-Sct_DMR151/view?usp=drive_link ; Yaniv Kubovitch, « Years of Israeli Misconceptions, Intelligence Blunders Led to October 7 Attack », *Haaretz*, 28 février 2025.

31 Rapport du Shin Bet (en hébreu) accessible ici : https://www.documentcloud.org/documents/25551448-yqry-tkhqyr-shyrvt-hbytkhvn-hklly-710/

32 Toi Staff, « Years of subterfuge, high-tech barrier paralyzed: How Hamas busted Israel's defenses », *The Times of Israel*, 11 octobre 2023.

stabilité du *statu quo* à Gaza, a orienté la lecture des données dans un sens conforme aux attentes établies, contribuant à l'invisibilisation progressive des renseignements dissonants. Ces constats soulignent la pertinence du cadre théorique des biais analytiques pour comprendre les mécanismes à l'œuvre dans les défaillances du renseignement israélien : dissonance cognitive, biais de confirmation, routines interprétatives et inertie des représentations ont joué un rôle manifeste. Toutefois, ces biais ne peuvent être dissociés des configurations institutionnelles dans lesquelles ils se déploient. Le traitement du renseignement n'est pas mené dans un espace neutre, mais au sein de structures organisationnelles marquées par des dynamiques hiérarchiques, des cloisonnements fonctionnels et des régimes de responsabilité distribuée. Comprendre les conditions de possibilité de cette cécité stratégique implique donc d'élargir l'analyse au fonctionnement bureaucratique du renseignement israélien, afin d'évaluer dans quelle mesure les modes de coordination, les rapports inter-services et les logiques institutionnelles ont pu contribuer aux défaillances.

PROBLÈMES ORGANISATIONNELS ET STRUCTURELS

Les dysfonctionnements observés dans la gestion du renseignement israélien à l'approche du 7 octobre trouvent également leur source dans les structures organisationnelles au sein desquelles ils se sont déployés. Les processus bureaucratiques constituent la troisième grande école de pensée concernant les échecs du renseignement. Les services de renseignement sont en premier lieu des organisations que le terme régulièrement employé de « bureaucratie du secret » contribue à souligner. Ce faisant, les services sont soumis à un ensemble de dynamiques administratives bien connues et documentées par la sociologie des organisations. Dans son analyse du 11 septembre 2001, Amy Zegart a mis en évidence comment des dysfonctionnements internes ont contribué à un traitement inadapté des signaux d'alerte, depuis la concurrence entre agences de renseignement (FBI et CIA) à l'inimitié personnelle entre hauts responsables, en passant par les objectifs bureaucratiques internes en contradiction avec les finalités objectives de recueil et d'exploitation de renseignement[33]. De la même manière, Richard Betts a démontré la tendance des bureaucraties du secret à privilégier la continuité des

33 Amy Zegart, *Spying Blind: The CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton University Press, 2007.

pratiques opérationnelles ancrées et maîtrisées, générant ainsi une inertie institutionnelle qui empêche les services d'adapter leurs méthodes face à des adversaires dont les tactiques évoluent[34]. Enfin, de nombreux travaux ont montré la tendance des officiers de renseignement à survaloriser le renseignement secret et à privilégier l'usage et le renforcement de leurs propres capteurs[35].

Ces caractéristiques ne sont pas étrangères à l'échec du 7 octobre. Dans le cas spécifique de Gaza, le partage du suivi opérationnel entre le Shin Bet et le Aman a généré des zones grises décisionnelles, dans lesquelles les alertes, même lorsqu'elles étaient formulées, n'étaient pas intégrées dans un processus décisionnel unifié. Cette fragmentation bureaucratique s'est traduite par une difficulté à construire une vision commune de la situation. Les alertes formulées par certains analystes, notamment au sein de l'unité 8200, ont été disséminées dans des circuits parallèles, souvent sans trouver d'écho suffisant dans les échelons de commandement supérieurs[36]. Le traitement de ces renseignements a souffert d'un déficit de partage entre les services, facilité par l'absence dans l'architecture du renseignement israélien d'une structure de centralisation du renseignement. Si des mécanismes de coordination formelle existent dans l'architecture de sécurité nationale, notamment via le Conseil national de sécurité (NSC) ou certaines unités mixtes, ils n'ont pas pour rôle d'assumer la fusion du renseignement issu des différents services et peinent donc à assurer une réelle synthèse stratégique[37]. Cette fragmentation analytique a contribué à une désactivation fonctionnelle des signaux faibles, dans la mesure où aucune entité n'assumait pleinement la responsabilité de leur agrégation, de leur hiérarchisation ou de leur traduction en action.

34 Richard Betts, *Enemies of Intelligence: Knowledge and Power in American National Security*, Columbia University Press, 2009.

35 Tore Pedersen et Pia Therese Jansen, « Seduced by secrecy – perplexed by complexity: effects of secret vs open-source on intelligence credibility and analytic confidence », *Intelligence and National Security*, 34 (6), 2019, p. 881-898 ; Rob Johnson, *Analytic Culture in the US Intelligence Community. An ethnographic Study*, Center for the Study of Intelligence, 2005 ; David Gioe, Joseph Hatfield et Mark Stout, « Can United States intelligence community analysts telework? », *Intelligence and National Security*, 35 (6), 2020, p. 885-901.

36 Jamie Dettmer, « Our warnings on Hamas were ignored, Israel's women border troops say », *Politico*, 21 novembre 2023.

37 Uzi Arad et Amos Harel, « Is There a Future for Israel's National Security Council? », The Begin-Sadat Center for Strategic Studies, Bar-Ilan University, 5 septembre 2012.

Cette dynamique a été renforcée par des logiques bureaucratiques plus profondes, caractéristiques des grandes organisations sécuritaires. La production de renseignement s'effectue dans un univers marqué par la hiérarchie, la standardisation des procédures et la gestion du risque politique. Dans un tel environnement, la transmission d'une alerte majeure constitue un acte à forte portée institutionnelle, engageant la responsabilité de celui qui l'émet. Ce contexte peut induire des comportements d'évitement, voire de neutralisation de l'alerte, lorsque celle-ci contrevient aux représentations dominantes ou menace les équilibres établis au sein des chaînes de commandement. Si plusieurs réunions de haut niveau ont abordé les risques liés au Hamas, notamment une réunion de cabinet la semaine précédant le 7 octobre, et regroupant le Premier ministre Benyamin Netanyahou, le ministre de la Défense Yoav Gallant et le chef du Aman, il ressort que les cadres d'analyse de la menace évoqués précédemment ont prévalu lors de ces réunions[38]. La logique organisationnelle tend ainsi à favoriser la reproduction des diagnostics existants, plutôt qu'à promouvoir l'émergence de scénarios alternatifs qui exigeraient une reconfiguration coûteuse des dispositifs de sécurité.

Le Aman lui-même avait d'ailleurs imaginé des scénarios d'attaque. L'unité « Devil's Advocate », chargée de penser des hypothèses non conventionnelles, avait produit plusieurs rapports envisageant des scénarios d'opérations coordonnées du Hamas depuis Gaza, y compris certains impliquant la neutralisation de la barrière de sécurité et des infiltrations massives en territoire israélien. Elle avait tenté de faire valoir à de nombreuses reprises la solidité de cette hypothèse[39]. Cependant ces expériences de pensée critique, souvent perçues par les analystes et les officiers de renseignement comme spéculatives et trop éloignées des réalités opérationnelles, ont pu là aussi être facilement disqualifiées par ces derniers[40].

En outre, la confiance des services de renseignement israéliens dans la puissance de leur dispositif technologique évoquée plus haut renvoie de manière plus profonde à l'existence d'une culture organisationnelle marquée par un sentiment de supériorité. Dans une déclaration

38 Tal Schneider, « For years, Netanyahu propped up Hamas. Now it's blown up in our faces », *The Times of Israel*, 8 octobre 2023.

39 « Head of IDF Devil's Advocate Unit tried repeatedly in September to warn of possible Hamas attack », *The Times of Israel*, 6 janvier 2024.

40 Eyal Pascovich, « The devil's advocate in intelligence: the Israeli experience », *Intelligence and National Security*, 33 (6), 2018, p. 854-865.

rendue publique à l'été 2025, le général Aharon Haliva, chef du Aman au moment des attaques du 7 octobre, affirme sans détour que l'un des problèmes fondamentaux du système réside dans la conviction partagée de toute-puissance[41]. Ces propos mettent en lumière une forme d'habitus institutionnel fondé sur la croyance en l'infaillibilité de l'appareil de renseignement israélien, nourrie par des décennies de domination technologique, de succès tactiques et de capacités de pénétration inégalées dans les territoires palestiniens. Cette confiance s'inscrivait dans une doctrine implicite d'invulnérabilité, l'idée selon laquelle un système aussi avancé, aussi expérimenté et aussi intégré que celui du renseignement israélien ne pouvait pas fondamentalement se tromper sur l'intention ou la capacité de ses adversaires. Ce sentiment d'assurance auto-entretenue a réduit l'espace du doute, marginalisé les voix discordantes et favorisé une lecture convergente des événements qui allait dans le sens des présupposés[42]. En ce sens, l'échec du 7 octobre n'est pas seulement le produit d'erreurs d'analyse ou d'une mauvaise interprétation de signaux : il est aussi le symptôme d'un écosystème institutionnel saturé de certitudes, au sein duquel la capacité à se remettre en question et à envisager une surprise d'une ampleur similaire à celle de la guerre du Kippour en 1973 s'est progressivement érodée.

L'ensemble des éléments examinés jusqu'ici, les fragilités structurelles dans la collecte du renseignement, les biais analytiques non interrogés et les dysfonctionnements bureaucratiques permettent de mieux comprendre pourquoi les signaux précurseurs de l'attaque du 7 octobre n'ont pas été traduits en alerte opératoire. Toutefois, ces facteurs n'épuisent pas à eux seuls l'explication de la surprise. En effet, le renseignement, lorsqu'il parvient à franchir les filtres de la collecte, de l'interprétation et de la bureaucratie, doit encore être traité et pris en compte par les autorités politiques, seules à même de décider d'un changement de posture. La relation entre les services de renseignement et les décideurs civils ou militaires constitue un maillon déterminant dans la chaîne d'anticipation. Comprendre les conditions de l'inaction ou de la non-réaction face aux signaux disponibles suppose donc de s'interroger aussi sur les modalités de transmission de l'information, mais aussi sur les logiques politiques qui ont présidé à sa réception – ou à son évacuation – au sommet de l'État.

41 Toi Staff, « Former IDF intel chief: Oct. 7 was 'much deeper' than an intelligence failure », *The Times of Israel*, 16 août 2025.

42 Eliav Breuer, « Oct. 7 a result of 'arrogant' groupthink instilled by Netanyahu, civil probe finds », *The Jerusalem Post*, 26 novembre 2024.

FACTEURS POLITIQUES ET PRISES DE DÉCISION

La quatrième grande catégorie identifiée par les chercheurs comme source d'échec du renseignement est la politisation des services et les interférences idéologiques dans le processus décisionnel. Robert Jervis a consacré une grande partie de ses travaux de recherche à analyser la relation entre décideurs et organisations de renseignement, et il a montré comment le dysfonctionnement de celle-ci peut conduire à de graves échecs de politique étrangère[43]. La décision de l'administration de George W. Bush d'envahir l'Irak en 2003 figure parmi les cas emblématiques de détournement du renseignement à des fins idéologiques. L'histoire du renseignement est riche de nombreux autres exemples. Joshua Rovner a également documenté les différentes pathologies de ce qui est communément désigné sous le terme d'*intelligence-policy nexus* à travers l'étude des cas de la guerre du Vietnam ou celui de la relation entre l'administration de Richard Nixon et la CIA concernant la menace soviétique[44]. De nombreux autres travaux à l'instar de ceux de Mark Lowenthal s'inscrivent dans la lignée de ces recherches sur la politisation comme facteur d'échec du renseignement[45].

Le rôle du politique dans l'échec du 7 octobre a déjà fait l'objet de plusieurs tentatives d'analyse. Il apparaît ainsi que plusieurs facteurs ont concouru à enrayer une éventuelle réaction face au renseignement disponible. Le premier d'entre eux réside dans la nature des relations entre les autorités politiques et les services de renseignement, altérées par un contexte institutionnel dégradé[46]. Le début de l'année 2023 a été marqué en Israël par une crise politique majeure, provoquée par le projet controversé de réforme du système judiciaire voulu par Benyamin Netanyahou. Perçue comme une remise en cause de l'équilibre des pouvoirs, de l'État de droit et des fondements démocratiques de l'État d'Israël, cette réforme a suscité une mobilisation sans précédent de la société

43 Robert Jervis, « Why Intelligence and Policymakers Clash », *Political Science Quarterly*, 125 (2), 2010, p. 185-204 ; Robert Jervis, *Why Intelligence Fails*, *op . cit.* ; Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton University Press, 1976.

44 Joshua Rovner, *Fixing the Facts. National security and the politics of intelligence*, Cornell University Press, 2011.

45 Mark Lowenthal, *Intelligence: From Secrets to Policy*, 9e éd., CQ Press, 2022 ; Stephen Marrin, *Revisiting Intelligence and Policy. Problems with Politicization and Receptivity*, Routledge, 2023.

46 Pour une analyse de l'histoire des relations entre autorités politiques et services de renseignement en Israël, voir Uri Bar Joseph, « State-Intelligence Relations in Israel: 1948-1997 », *Journal of Conflict Studies*, 17 (2), p. 133-156.

civile, mais également de segments importants de l'appareil sécuritaire : des centaines de réservistes ont menacé de suspendre leur service, d'anciens chefs d'état-major ont publiquement désapprouvé la réforme et des figures centrales de l'*establishment* militaire ont attiré l'attention sur les effets délétères d'une perte de légitimité institutionnelle[47].

Dans une lettre adressée en juillet 2023 au Premier ministre Benyamin Netanyahou, le directeur de la division Recherche du Aman, Amit Sa'ar, exprimait explicitement ses inquiétudes quant aux effets de la polarisation politique sur la stratégie de dissuasion, évoquant une atteinte directe aux « trois piliers » de la sécurité nationale : l'alliance stratégique avec les États-Unis, la cohésion interne de la société israélienne et la puissance opérationnelle de Tsahal[48]. Cette alerte, demeurée sans effet sur la détermination du Premier ministre à faire adopter la réforme, illustre un climat de méfiance croissante, dans lequel la parole des services de renseignement voyait son influence progressivement marginalisée face à des orientations politiques solidement ancrées au sommet de l'État. Ce climat de polarisation a profondément affecté la relation de confiance entre les services de sécurité et l'exécutif, fragilisant la relation et les canaux habituels de transmission et de réception du renseignement.

Ce contexte politique a eu pour autre conséquence de créer une surcharge de l'agenda politique et un climat de gestion de crise permanente qui a réduit la fenêtre d'opportunité pour la prise en compte des signaux d'alerte. L'agenda politique était alors saturé par la gestion de la contestation, la réponse aux critiques internationales, les arbitrages internes à la coalition et la préservation de l'autorité gouvernementale face à une défiance croissante. Cette surcharge politique et cognitive a contribué à reléguer au second plan la scène sécuritaire gazaouie, perçue comme relativement contenue et maîtrisée. Dès lors, les alertes émanant des services de renseignement, même lorsqu'elles atteignaient les niveaux décisionnels, avaient peu de chances de se hisser au rang de priorité stratégique. Les hautes sphères de l'État, focalisées sur la maîtrise du front intérieur, n'étaient pas dans une disposition institutionnelle ou psychologique permettant de remettre en cause les hypothèses sécuritaires

47 Seth J. Franzman, « As Israel's air force reservists join protests, country faces potential turning point », *Breaking Defense*, 24 juillet 2023.

48 « Top intel official said to have twice warned PM of security risks posed by overhaul tensions », *The Times of Israel*, 21 novembre 2023.

dominantes ni d'initier un réexamen critique des évaluations transmises par les services[49].

Benyamin Netanyahou a en outre, à compter de 2022, progressivement recentré la prise de décision stratégique autour de ses ministres et chefs de service, au détriment des mécanismes collectifs de délibération, tels que le cabinet de sécurité ou le Conseil national de sécurité (NSC). Cette centralisation croissante a contribué à réduire la pluralité des points de vue dans les processus d'évaluation et à affaiblir les contre-pouvoirs internes susceptibles de remettre en question les hypothèses dominantes[50]. Dans un système décisionnel de plus en plus concentré entre un nombre restreint d'acteurs, souvent alignés sur le plan politique et idéologique, les signaux d'alerte dissonants ont peiné à trouver une écoute attentive. Ce mode de gouvernance, orienté vers la cohérence politique plutôt que vers la confrontation des points de vue et la sollicitation d'analyses divergentes en vue de fonder une décision éclairée, a ainsi limité la capacité du système à produire une réévaluation critique des perceptions de la menace.

Cette dégradation des conditions de fonctionnement de la relation entre services de renseignement et décision s'appuyait en effet sur une forte convergence entre les analyses dominantes des services et la vision idéologique portée par la coalition au pouvoir. Les deux présupposés fondamentaux que le Hamas était, d'une part, contenu et d'autre part, incapable d'orchestrer une attaque d'envergure, entraient en résonance parfaite avec la vision du monde de la coalition d'extrême droite au pouvoir, pour qui la menace militaire principale était le Hezbollah et l'enjeu politique majeur ne résidait pas à Gaza, mais en Cisjordanie, considérée comme un territoire national à reconquérir politiquement et démographiquement[51]. Dans ce contexte, les scénarios alternatifs émanant du renseignement n'avaient guère de chances d'être entendus, car ils ne remettaient pas seulement en question une appréciation technique de la situation, mais venaient contredire un projet politique structuré, fondé sur une hiérarchie des menaces définie à l'aune d'une lecture idéologique.

La confiance accordée aux dispositifs technologiques, notamment à la barrière de sécurité entourant la bande de Gaza, constituait un autre

49 « Liberman slams PM's Oct. 7 inaction: "For years, Netanyahu received warnings and ignored them », *The Jerusalem Post*, 3 septembre 2025.

50 Joshua Leifer, « The Netanyahu doctrine: how Israel's longest-serving leader reshaped the country in his image », *The Guardian*, 21 novembre 2023.

51 Janice Gross Stein, « Bringing Politics Back In », art. cité, p. 83-84.

point de convergence entre les dirigeants politiques et les services de renseignement. À plusieurs reprises, le Premier ministre s'était félicité de ce qu'il percevait comme un succès stratégique dans la gestion de la frontière sud, déclarant notamment en 2021 : « le Hamas ne peut plus se cacher[52] ». Cette foi partagée dans l'efficacité des technologies de surveillance et d'entrave (barrière, capteurs, drones, SIGINT) a assis une assurance commune et de toute évidence réduit la réceptivité des dirigeants à tout discours alarmiste. La menace paraissait neutralisée par avance, non seulement parce qu'on jugeait l'ennemi affaibli, mais parce que les instruments mis en place garantissaient le contrôle permanent de son activité.

C'est sans doute dans la dimension proprement politique de la stratégie gouvernementale que se loge toutefois l'un des facteurs politiques les plus significatifs. Depuis de nombreuses années, et de manière plus explicite encore à compter de la formation du nouveau gouvernement de coalition de Benyamin Netanyahou en décembre 2022, le maintien d'un Hamas menaçant, mais contrôlé à Gaza était devenu un atout stratégique pour le Likoud et ses partenaires de coalition. Une situation de calme relatif dans l'enclave permettait d'éviter toute pression diplomatique ou intérieure en faveur d'un processus de paix susceptible de mener à une solution à deux États[53]. La priorité du gouvernement était ailleurs : accélérer l'extension des implantations de colonies en Cisjordanie, consolider une présence israélienne irréversible dans les territoires occupés et renforcer le projet de « souveraineté juive » sur l'ensemble du territoire revendiqué par les plus radicaux de la coalition comme faisant partie d'Eretz-Israël[54]. Dans ce cadre, la stabilité apparente de Gaza, entretenue au prix d'une stratégie d'arrangement tacite avec le Hamas, notamment via l'existence d'un soutien clandestin, était perçue comme un levier politique permettant d'évacuer la question palestinienne du débat politique[55]. Toute réévaluation de la menace issue de Gaza aurait dès lors impliqué non seulement une reconfiguration sécuritaire, mais aussi une remise en cause de ce fragile équilibre politique, ce que les dirigeants de la coalition n'étaient nullement disposés à envisager.

52 Yaniv Kubovich, « Disdain, Denial, Neglect: The Deep Roots of Israel's Devastating Intelligence Failure on Hamas and October 7 », *Haaretz*, 9 mai 2024.
53 Mark Mazzetti et Ronen Bergman, « 'Buying Quiet' », art. cité.
54 « Netanyahu vows to pursue 'historic and spiritual mission' for 'Greater Israel' plan », *TRT Global*, 13 août 2025.
55 Cristina Mas, « Netanyahu: "We allowed Qatar to fund Hamas to keep the Palestinians divided" », Ara, 22 mai 2025.

L'échec du renseignement israélien à prévenir l'attaque du 7 octobre 2023 ne saurait être imputé à un facteur isolé ni réduit à une simple défaillance technique ou ponctuelle. Il résulte au contraire de l'imbrication de plusieurs niveaux de vulnérabilité : une collecte affaiblie par des lacunes structurelles et des stratégies délibérées de contournement par l'adversaire ; une analyse entravée par des cadres interprétatifs solidement arrimés et jamais remis en question ; des dysfonctionnements organisationnels liés à la fragmentation des responsabilités ; et, enfin, un processus décisionnel marqué par la saturation politique, la centralisation du pouvoir et des logiques d'agenda qui ont contribué à sous-estimer la menace. Ce faisceau de facteurs, que la littérature sur les échecs du renseignement permet de penser, révèle la complexité d'un système dans lequel les signaux ne manquent pas, mais leur prise en compte échoue pour créer les conditions d'une surprise stratégique.

Les effets de cette surprise stratégique ont été considérables. Elle a profondément ébranlé la société israélienne, mis en tension les institutions civiles et militaires, et conduit à une redéfinition brutale des objectifs politiques et sécuritaires de l'État vis-à-vis de la bande de Gaza et de ses adversaires régionaux. Cette reconfiguration, amorcée dans l'urgence, s'inscrit désormais dans une dynamique plus large de transformation de l'architecture sécuritaire de l'ensemble de la région.

III. ENJEUX ET PERSPECTIVES POST-7 OCTOBRE

L'attaque du 7 octobre 2023 marque une faillite majeure du renseignement israélien, mais elle signe plus profondément l'échec des quatre piliers de la stratégie israélienne de dissuasion, confinement, assassinat ciblé et division mise en place pour la gestion sécuritaire de la bande de Gaza et sur laquelle reposait l'ensemble du dispositif des services. Le 7 octobre a ainsi ébranlé bien plus qu'un dispositif de sécurité : il a fait s'effondrer les certitudes sur lesquelles Israël pensait avoir bâti sa protection. L'ampleur de cette rupture impose donc de dépasser le seul cadre des événements du 7 octobre, pour interroger plus largement les conséquences de cet effondrement sur la doctrine de sécurité d'Israël et le rôle désormais attribué aux services de renseignement dans cette nouvelle orientation stratégique.

DE LA RUPTURE STRATÉGIQUE À LA CRISE INSTITUTIONNELLE : LA DÉSTABILISATION DE L'ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ ISRAÉLIENNE

Le 7 octobre 2023, le Hamas est parvenu en quelques heures à contourner chacun des piliers constitutifs de la doctrine de sécurité israélienne à l'égard de Gaza : la dissuasion a été disqualifiée par le lancement délibéré et planifié d'une attaque de grande ampleur et par la violence de l'assaut ; le confinement, rendu caduc par la pénétration simultanée de plusieurs milliers de combattants par les airs et à travers les barrières frontalières ; le ciblage, démontré comme insuffisant à prévenir ou désorganiser l'attaque malgré des années d'opérations de neutralisation ciblée ; et enfin, l'exploitation des divisions intra-palestiniennes, rendue en partie inopérante par la coordination tactique entre différentes factions armées. En frappant le cœur du territoire israélien, le Hamas n'a pas seulement franchi toutes les lignes rouges que les services de renseignement israéliens pensaient infranchissables, il a mis en faillite les piliers doctrinaux sur lesquels l'État d'Israël fondait sa propre sécurité[1].

1 Gil Baram, Issac ben Israel, « Redefining vigilance: reevaluating the meaning of early warning in Israel's security doctrine and the October 7 attack », *Intelligence and National Security*, 40 (3), 2025.

L'effondrement des piliers de la doctrine sécuritaire, conjugué à la sidération provoquée par la brutalité de l'attaque, a engendré en Israël un choc d'une ampleur considérable, donnant lieu à une peur collective profonde et à une crise institutionnelle sans précédent. Dans les jours qui ont suivi l'attaque, les premières prises de parole publiques de membres du gouvernement ont rapidement pointé, de manière plus ou moins directe, la responsabilité des services de renseignement[2]. En retour, plusieurs responsables sécuritaires ont laissé entendre que leurs alertes avaient été ignorées, ou reléguées à un rang subalterne dans la hiérarchie décisionnelle[3]. Ce climat de défiance s'est matérialisé par une série d'accusations croisées, alimentées par des fuites relayées dans la presse israélienne. Parmi elles figuraient des allégations selon lesquelles certains membres de l'entourage du Premier ministre auraient tenté d'entraver l'accès à ses relevés téléphoniques, dans le but de réduire la traçabilité de ses échanges et des alertes transmises avant l'attaque[4]. Au-delà des faits eux-mêmes, ces accusations révèlent un dérèglement profond des relations entre l'appareil de sécurité et les plus hautes sphères de l'État, où les mécanismes de coordination semblent avoir cédé la place à des logiques de protection individuelle, de mises en cause réciproques, voire de sabotage, une dynamique sans précédent dans l'histoire politique et sécuritaire d'Israël.

Le refus répété du gouvernement d'instaurer une commission d'enquête indépendante, qu'elle soit parlementaire, judiciaire ou *ad hoc*, constitue un autre indicateur central de cette crise institutionnelle[5]. La tradition israélienne a toujours fait du retour critique sur l'échec une composante structurante de sa culture stratégique, comme en témoignent les investigations à la suite de l'échec de la guerre du Kippour ou de la guerre israélo-libanaise de 2006[6]. L'absence de tout mécanisme institutionnalisé d'évaluation interne des causes de la faillite du 7 octobre empêche l'événement d'être véritablement pensé, contribuant à maintenir l'État

2 « Netanyahu apologises for blaming Israeli security chiefs for Hamas attack », Al Jazeera, 29 octobre 2023.

3 « Top intel official said to have twice warned PM of security risks posed by overhaul tensions », art. cité.

4 Jason Burke, « Netanyahu aide questioned over alleged tampering with 7 October phone records », *The Guardian*, 15 novembre 2024.

5 Gershom Gorenberg, « Netanyahu Doesn't Want the Truth to Come Out », *The Atlantic*, 14 mars 2025.

6 Itai Shapira, « The Yom Kippur intelligence failure after fifty years: what lessons can be learned? », *Intelligence and National Security*, 38 (6), 2023, p. 978-1002 ; Suzie Navot, « The Governmental Commission of Inquiry for The Second Lebanon War », *European Public Law*, 15 (1), 2009.

israélien dans une forme d'impasse mémorielle et stratégique. Ce refus d'objectivation entrave le processus d'identification formelle des responsabilités, mais surtout, il prive l'appareil sécuritaire d'un processus d'apprentissage collectif. Il crée les conditions d'une impasse en ne sondant pas la profondeur des causes de l'échec. Cette non-reconnaissance officielle fragilise la capacité d'Israël à produire une réforme cohérente de sa stratégie.

Ce verrouillage institutionnel aggravé par l'échec du 7 octobre s'inscrit dans une dynamique plus large de centralisation du pouvoir, amorcée depuis le retour de Benyamin Netanyahou au pouvoir en 2022. La marginalisation progressive des instances collectives de décision a renforcé la concentration des arbitrages stratégiques dans un cercle restreint, idéologiquement homogène et peu perméable à la contradiction. Cette gouvernance personnalisée s'est considérablement renforcée depuis le 7 octobre, où les décisions majeures en matière de sécurité sont prises sur la base de délibérations de façade qui affaiblissent les mécanismes de coordination et aggravent les déséquilibres institutionnels[7]. L'éviction, en avril 2025, de Ronen Bar, chef du Shin Bet, sert d'illustration à la dynamique à l'œuvre : sa divergence avec la ligne politique du gouvernement lui a coûté son poste, révélant ainsi la tension croissante depuis le 7 octobre entre devoir de servir et exigence d'alignement politique[8]. Les décisions prises dans le cadre du cabinet de guerre, bien que d'apparence collégiale, entérinent le plus souvent des arbitrages déjà actés par le Premier ministre en amont de ces délibérations[9]. En renforçant la dépendance des institutions sécuritaires à l'égard de l'exécutif, elle a transformé un système historiquement fondé sur la pluralité des avis et la circulation de l'expertise en un système vulnérable aux biais de confirmation et à la logique de loyauté politique.

L'opération militaire à Gaza en cours depuis le 27 octobre 2023 illustre toutes ces dynamiques d'effondrement doctrinal, de crise de responsabilité, de centralisation du pouvoir et de crise du lien civilo-militaire. Si les premières semaines de l'opération ont pu être interprétées comme une réponse militaire massive à un traumatisme national, la suite des événements a révélé une absence manifeste de stratégie clairement définie. Depuis 2023, les objectifs politiques et militaires de la guerre sont restés

7 Imran Khalid, « Siege Politics : Netanyahu's crisis-driven grip on power », *Foreign Policy in Focus*, 23 mai 2025.

8 Toi Staff, « 'Out of deep concern for the State of Israel': Full text of Shin Bet chief Ronen Bar's affidavit », *The Times of Israel*, 22 avril 2025.

9 Joshua Leifer, « The Netanyahu doctrine », art. cité.

flous, variables, voire contradictoires. Certes, l'objectif affiché demeure l'éradication du Hamas. Yaakov Amidror, ancien major général et patron du Conseil national de sécurité, explique ainsi que « cela correspond à la décision historique prise par le gouvernement israélien immédiatement après le 7 octobre : cette organisation n'existera plus. Même si cela doit prendre dix ans, nous l'éliminerons[10] ». Cet objectif peine néanmoins à dissimuler une logique de fuite en avant dans l'usage de la force, caractérisée par une intensité destructrice sans précédent, par des crimes de guerre et des violations sans cesse croissantes du droit international humanitaire[11]. Certains ministres du gouvernement de Benyamin Netanyahou ne dissimulent d'ailleurs plus leurs intentions de nettoyage ethnique, de repeuplement de la bande de Gaza[12] et de destruction totale de toute possibilité de création d'un État palestinien[13]. En l'absence de perspective politique durable, et sans articulation claire entre objectifs militaires et horizon de cohabitation, la guerre en cours illustre la disparition de la stratégie au profit de l'expression brutale d'une impasse politique, dans laquelle le recours massif à la force dissimule mal le refus de penser une solution de long terme à la question palestinienne[14].

Enfin, cette série de ruptures a eu des répercussions bien au-delà des cercles institutionnels. Elle approfondit de toute évidence les tensions entre le pouvoir politique, l'armée et la société civile. Plusieurs figures majeures de l'appareil sécuritaire (anciens chefs du Mossad, du Shin Bet ou de l'état-major) ont publiquement critiqué la gestion politique de la crise, parfois dans des termes d'une force inédite en Israël[15]. Ces prises de position doivent être analysées en tant que symptôme d'un tournant dans l'histoire politico-militaire israélienne : elles signalent une perte de confiance entre les élites civiles et sécuritaires, au moment même où l'unité nationale constitue un enjeu central pour la résilience du pays.

10 Luc Bronner, « Frappes au Qatar : comment Israël pulvérise les perspectives de négociations sur Gaza », *Le Monde*, 10 septembre 2025.

11 « Israeli attacks on educational, religious and cultural sites in the Occupied Palestinian Territory amount to war crimes and the crime against humanity of extermination », United Nations, Human Rights Office of the High Commissioner, 10 juin 2025.

12 Isabel Kershner, « Israeli Far-Right Minister Promotes Plan for Jewish Resettlement in Gaza », *The New York Times*, 29 juillet 2025.

13 Tom McArthur et Jon Donnison, « Israeli settlement plans will 'bury' idea of Palestinian state, minister says », BBC, 14 août 2025.

14 Patrick Kingsley, Ronen Bergman, Natan Odenheimer, « How Netanyahu Prolonged the War in Gaza to Stay in Power », *The New York Times*, 11 juillet 2025.

15 Luc Bronner, « Israeli former security officials urge Trump to help stop the war in Gaza », *Le Monde*, 5 août 2025.

Cette désarticulation du lien civilo-militaire soulève des questions fondamentales pour l'avenir de l'appareil de sécurité et des équilibres institutionnels[16].

L'effondrement des piliers doctrinaux de la stratégie israélienne, la crise institutionnelle ouverte entre les services et le pouvoir politique, ainsi que l'absence de cadre d'évaluation transparent ont mis en lumière une désarticulation profonde depuis le 7 octobre entre objectifs politiques, moyens sécuritaires et prise de décision stratégique. Cette fragmentation a contribué à installer une dynamique d'incertitude prolongée, où l'usage de la force s'est substitué à toute vision politique de long terme. Dans ce contexte, il importe de comprendre la manière dont les services de renseignement ont été mobilisés depuis le 7 octobre 2023.

UN ÉCHEC (DÉJÀ) OUBLIÉ ? ACTIVITÉS ET OPÉRATIONS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ISRAÉLIEN DEPUIS LE 7 OCTOBRE

Le déclenchement de l'opération terrestre à Gaza le 27 octobre 2023 a immédiatement sollicité l'ensemble de l'appareil sécuritaire israélien. Les services de renseignement se sont ainsi retrouvés simultanément engagés dans une double dynamique consistant d'une part à être pleinement mobilisés pour soutenir l'effort militaire et d'autre part à mener un travail d'évaluation des causes et des dysfonctionnements ayant conduit à la surprise stratégique du 7 octobre. Cette tension entre impératifs opérationnels et exigence d'introspection s'est accentuée avec l'élargissement progressif du théâtre des opérations, notamment au Liban contre le Hezbollah, puis en Iran. L'intensité et la simultanéité de ces engagements ont permis de remporter des succès majeurs qui ont contribué à démontrer la puissance et l'efficacité opérationnelle des services israéliens, mais n'ont cependant pas permis de conduire un processus d'évaluation approfondi.

Depuis le 7 octobre 2023, une recomposition partielle des responsabilités entre services de renseignement s'est opérée. L'offensive lancée dans la bande de Gaza semble avoir réaffirmé la primauté du Aman dans la conduite des opérations et le suivi du territoire. Alors que le Premier ministre Benyamin Netanyahou continue d'affirmer que ces opérations ne visent pas à une occupation durable de Gaza, la durée et l'intensité de l'engagement militaire depuis octobre 2023 traduisent de

16 Oded Nir, « Reading Israeli culture in the aftermath of October 7, 2023 », *Journal of Modern Jewish Studies*, 23 juin 2025.

fait un contrôle territorial prolongé et militarisé[17]. Le Shin Bet apparaît ainsi en retrait, davantage cantonné à des fonctions de soutien. Cette redistribution des responsabilités opérationnelles répond, en premier lieu, à une logique de cohérence avec les moyens déployés sur le terrain : dans le cadre d'une opération militaire de grande envergure, il apparaît logique que le Aman reprenne la direction des opérations de renseignement liées à Gaza. Cette réorganisation témoigne d'une volonté de réforme des modes opératoires, mais elle traduit aussi l'effort de centralisation de la chaîne de commandement, déjà évoquée précédemment, qui tend à concentrer la décision entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs politiques et militaires[18]. Enfin, la mise à l'écart progressive du Shin Bet dans le dossier gazaoui n'est probablement pas sans lien avec le limogeage de son directeur, Ronen Bar, en avril 2025. Ce départ, intervenu dans un climat de tension publique, a largement reflété les désaccords croissants depuis le 7 octobre entre le chef du service de renseignement intérieur et le Premier ministre. Ces derniers portent sur la stratégie à adopter vis-à-vis du Hamas et dans la bande Gaza mais ils concernent plus largement la question des usages qui peuvent légitimement être faits d'un service de renseignement par les autorités politiques en démocratie[19].

L'engagement des services de renseignement israéliens dans la bande de Gaza au côté de Tsahal depuis le 27 octobre 2023 a ainsi produit des résultats notables, mais contrastés. Israël est parvenu à éliminer deux figures cardinales du mouvement : Ismaïl Haniyeh, chef du bureau politique, tué à Téhéran le 31 juillet 2024, et Yahya Sinwar, chef de la branche militaire à Gaza, abattu à Rafah le 16 octobre 2024[20]. Ces assassinats ciblés ont contribué à affaiblir la direction du Hamas et à désorganiser sa chaîne de commandement, tandis que les opérations terrestres et aériennes ont, en parallèle, entraîné la neutralisation de plusieurs milliers de combattants. Si les estimations varient entre les déclarations officielles et les évaluations internes, ces dernières avancent le chiffre

17 Toi Staff, « Netanyahu: Israel to take military control of all of Gaza, but 'we don't want to keep it' », *The Times of Israel*, 7 août 2025.
18 Ethan Bronner, « Israeli military intelligence goes back to basics with focus on spies, not tech », *The Japan Times*, 2 août 2025.
19 « Ronen Bar : "Le Shin Bet s'est opposé aux transferts d'argent du Qatar vers Gaza" », *i24News*, 12 juin 2025.
20 Aleks Philipps, « Yahya Sinwar, leader of Hamas, killed by Israeli forces », BBC, 18 octobre 2024.

d'environ 8 900 combattants mis hors d'état de nuire[21]. Ces pertes, bien que difficiles à vérifier, affectent néanmoins le potentiel offensif immédiat du mouvement. En ce qui concerne les infrastructures, si Tsahal affirme avoir détruit une part importante du réseau de tunnels, des évaluations internes suggèrent que seule une fraction (environ un quart) de l'ensemble du réseau a été réellement mis hors d'usage de manière durable[22]. Ces éléments témoignent ainsi d'un écart entre l'ampleur de l'effort militaire, l'objectif affiché de détruire l'organisation et le bilan réel des opérations, qui interroge sur la portée stratégique de ces succès, tant le Hamas a montré par le passé sa résilience et sa faculté de reconstitution.

Parallèlement à l'engagement soutenu sur le front gazaoui, les services de renseignement israéliens ont été, depuis le 7 octobre 2023, mobilisés sur d'autres axes d'affrontement régionaux. En septembre 2024, une série d'opérations coordonnées menée au Liban a marqué un tournant par la nature des cibles visées. L'élimination de plusieurs cadres militaires de haut niveau et surtout celle, le 28 septembre, du leader historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, à la tête de l'organisation depuis 32 ans, a mis en lumière d'une part la volonté de poursuivre la stratégie de ciblage contre les ennemis d'Israël, nonobstant son échec à contenir le Hamas, et d'autre part la puissance restée intacte de l'appareil de renseignement en matière de collecte de renseignement et de suivi de cibles de haut niveau[23].

En amont de l'élimination d'Hassan Nasrallah, l'opération marquante de cette séquence libanaise demeure l'opération menée les 17 et 18 septembre contre les bipeurs et talkies-walkies des membres du Hezbollah. Cette opération, qui a causé la mort de 42 personnes, dont 12 civils, et blessé environ 1 500 personnes, a reposé sur un dispositif de couverture particulièrement élaboré, mobilisant des montages financiers transnationaux et l'établissement d'un réseau de fausses entreprises agissant comme structures-écrans. Ces dispositifs clandestins ont permis l'introduction progressive de technologies piégées dans les moyens de communication utilisés par les cadres opérationnels du Hezbollah[24]. Une

21 Yuval Abraham, « Israeli army database suggests at least 83% of Gaza dead were civilians », 21 août 2025.

22 « Israel estimates 'only a quarter of Hamas tunnels destroyed' since war began », *Middle East Eye*, 9 avril 2025.

23 Mick Krever, « Israel killed Hezbollah leader Hassan Nasrallah in Beirut strike, group confirms », CNN, 28 septembre 2024.

24 Sheera Frenkel, Ronen Bergman et Hwaida Saad, « How Israel Built a Modern-Day Trojan Horse: Exploding Pagers », art. cité, *The New York Times*, 18 septembre 2024

opération de cette ampleur résulte d'un travail de long terme et repose sur des structures mises en place bien avant le 7 octobre et a été perçue, tant en Israël qu'à l'étranger, comme une démonstration des capacités israéliennes en matière de renseignement offensif. Elle illustre en effet la maîtrise combinée de mise en œuvre de dispositifs complexes et sophistiqués de clandestinité agissant de manière coordonnée avec l'effort de collecte de renseignement à des fins de ciblage et l'usage de technologies de surveillance avancée[25]. Au-delà de son impact tactique immédiat, la conduite de cette opération coordonnée a constitué un signal stratégique fort, adressé à l'ensemble de l'axe irano-chiite, quant à la profondeur de pénétration des services israéliens et leur capacité à agir au cœur même des dispositifs adverses[26]. Elle a également renforcé, dans le discours politique israélien, l'image d'un appareil de renseignement toujours aussi efficace et capable de porter des coups violents et précis à ses ennemis, malgré les séquelles de la surprise du 7 octobre.

Cette démonstration de puissance a connu une prolongation encore plus marquante en juin 2025, avec une série de frappes coordonnées sur le territoire iranien dans le cadre de l'opération baptisée « Rising Lion ». La précision et les conditions de mise en œuvre de cette opération ont témoigné là encore d'un ensemble exceptionnel de capacités de renseignement[27]. Parmi les cibles figuraient notamment un centre de recherche balistique dans la région d'Ispahan[28], un site de stockage souterrain de composants liés à l'enrichissement d'uranium près de Natanz[29], ainsi que des généraux et des scientifiques iraniens impliqués dans les programmes de drones et de missiles[30]. La précision des frappes sur différents points du territoire iranien et à l'encontre de ces cibles de diverse nature témoigne de l'exploitation de multiples sources par les services israéliens : surveillance satellitaire continue, interceptions électromagnétiques, exploitation de capteurs au sol de nature humaine et technique

25 Luca Trenta, « Nowhere to Hide: Israel's Pager Attacks on Hezbollah », RUSI, 18 septembre 2024.
26 Richard Horowitz, « Israel's Pager Operation: Not an Indiscriminate Attack But a Strategic Success », *Just Security*, 11 mars 2025.
27 Clément Renault, « The Intelligence Behind the Strike: Was Everyone Wrong About Iran's Nuclear Program? », *The Cypher Brief*, 23 juin 2025.
28 « Israel strikes Iran's Isfahan nuclear site, buildings on fire in Tel Aviv », Al Jazeera, 21 juin 2025.
29 David Gritten, « Centrifuges at Iran's Natanz site likely destroyed, nuclear watchdog says », BBC, 16 juin 2025.
30 Callum Sutherland, « Here Are the Top Iranian Generals and Scientists Targeted and Killed by Israeli Strikes—and What We Know About Them », *Time Magazine*, 21 juin 2025.

infiltrés clandestinement sur le territoire, mais aussi, en toute hypothèse, recrutement de sources humaines à très haut niveau dans les milieux militaires et industriels iraniens[31]. La coordination de ces frappes souligne également la robustesse de la chaîne de traitement du renseignement israélien, capable de transformer des données brutes issues de l'ensemble de ses capteurs en opérations offensives concrètes.

Un aspect central de cette opération réside dans le soutien apporté par les États-Unis[32]. Le soutien direct apporté dans la conduite de l'opération suggère un partage de renseignement en amont dans le ciblage, l'identification et le suivi des cibles. Plusieurs sources ouvertes évoquent une coopération étroite entre le Mossad et la CIA dans les mois précédant l'opération, notamment en matière de partage de renseignements techniques sur les déplacements de personnels iraniens, de cartographie radar et de confirmation d'objectifs[33]. Des drones de surveillance opérant depuis des bases américaines dans le Golfe auraient également contribué à fournir une couverture en temps réel dans certaines zones sensibles. Cette coopération de renseignement témoigne d'un alignement stratégique renforcé entre les deux pays sur le dossier iranien. Elle illustre la continuité des liens, au-delà du soutien officiel très fort apporté par l'administration Trump à Israël, entre les services de renseignement des deux pays dans l'effort de guerre actuellement poursuivi par le gouvernement de Netanyahou.

Sur le plan symbolique et politique, ces frappes ont évidemment renforcé la perception d'une supériorité opérationnelle israélienne dans la « guerre de l'ombre » contre l'Iran. Elles ont été largement relayées dans les médias internationaux comme la preuve d'une capacité israélienne intacte à conduire des opérations complexes, en dépit des failles révélées par les attaques du 7 octobre. En Israël, ces succès ont été largement mobilisés dans le discours politique[34]. Pour autant, ces opérations d'ampleur menées contre le Hezbollah et l'Iran relèvent d'un renseignement offensif à propos duquel la puissance et la qualité des services israéliens n'ont jamais été remises en question et dont la logique, fondée sur l'action extérieure, la technologie et la clandestinité, reste largement

31 Josh Robertson, « How Mossad worked inside Iran to launch Operation Rising Lion and the questions that remain », *ABC*, 27 juin 2025.

32 Sur cette coopération, voir « NSA and Israeli intelligence: memorandum of understanding », déjà cité.

33 Nava Freiberg, « Mossad hails Israel's 'historic' Iran offensive, thanks CIA in rare public message », *The Times of Israel*, 26 juin 2025.

34 Lazar Berman, « Netanyahu claims 'historic victory,' says 'we sent Iran's nuclear program down the drain », *The Times of Israel*, 25 juin 2025.

déconnectée des enjeux structurels qui ont rendu possible la surprise stratégique du 7 octobre.

En outre, une lecture plus fine de ces événements invite à nuancer leur portée stratégique. Ces opérations attestent d'une excellence opérationnelle incontestable, mais elles ne permettent pas pour autant de conclure à une mise en œuvre profonde d'éventuelles leçons tirées du 7 octobre. D'une part, ces opérations relèvent pour l'essentiel du Mossad, dont la responsabilité dans le suivi de Gaza est toujours demeurée très limitée. D'autre part, ces victoires tactiques, aussi spectaculaires soient-elles, ne traduisent pas nécessairement une évolution des processus analytiques, des dispositifs d'alerte ou des dynamiques institutionnelles qui ont failli en amont du 7 octobre. En d'autres termes, ces opérations confirment la connaissance déjà acquise de longue date de la capacité d'Israël à frapper ses ennemis avec précision, mais ne disent rien de sa capacité à transformer ses processus internes et la culture de ses services à des fins d'anticipation des menaces[35].

Enfin, ces opérations posent la question plus large du traitement politique de l'échec. En valorisant sur la scène nationale et internationale ces succès extérieurs, le gouvernement israélien contribue à entretenir un récit de résilience et de maîtrise, qui tend à reléguer au second plan les causes structurelles de la surprise stratégique du 7 octobre. Cette instrumentalisation du renseignement comme levier de légitimation politique empêche l'ouverture d'un véritable débat public sur les conditions de fonctionnement du système sécuritaire, sa gouvernance et les éventuelles réformes institutionnelles à conduire. Dans cette perspective, la réussite opérationnelle agit comme un écran de fumée : elle rassure sans nécessairement guérir et elle mobilise les services dans une logique de performance immédiate qui laisse peu de place à la refondation.

VERS UNE RÉFORME DU RENSEIGNEMENT ISRAÉLIEN ?

Le contexte de guerre ouverte engagé depuis octobre 2023 entrave très largement la possibilité d'un retour réflexif par l'appareil institutionnel sur les causes profondes de la surprise stratégique. L'urgence opérationnelle domine, et la priorité accordée aux opérations militaires empêche la mise à distance nécessaire à la conduite d'une analyse critique indépendante. L'attention est accaparée par la gestion du présent,

35 Pour une exploration approfondie des services israéliens sous l'angle de la culture du renseignement, voir Itai Shapira, *Israeli National Intelligence Culture Problem-Solving, Exceptionalism, and Pragmatism*, Routledge, 2024.

et toute tentative d'introspection approfondie se heurte aux impératifs immédiats de la guerre à Gaza et de la lutte contre les menaces extérieures, reléguant ainsi les enjeux de réforme à un horizon indéfini. Ce verrou agit comme un frein majeur à l'ouverture d'un véritable débat sur l'état du système de renseignement israélien et ses vulnérabilités révélées le 7 octobre.

L'absence de traitement public, parlementaire ou indépendant, des causes de l'échec ne signifie pas l'absence totale de prise en compte au sein des services de renseignement eux-mêmes. Dans la tradition d'exigence qui caractérise historiquement les services israéliens, des enquêtes internes ont été déclenchées dans les mois qui ont suivi l'attaque. Si une partie importante de ces rapports demeure classifiée pour des raisons évidentes de préservation du secret des sources et des modes opératoires, les éléments qui ont été rendus publics – et dont cette étude fait une exploitation substantielle – témoignent d'un niveau d'autocritique élevé, incluant des constats précis sur les préjugés analytiques, la culture organisationnelle et les interactions avec l'échelon politique[36]. Ce travail d'introspection, mené en interne et souvent à l'initiative des états-majors eux-mêmes, témoigne d'une culture institutionnelle de la responsabilité et d'une volonté de compréhension sincère des dysfonctionnements[37]. Ces rapports constituent une base précieuse en vue d'éventuelles réformes, mais leur production interne en limite la portée, notamment quant à la sincérité du regard porté sur les responsabilités et à la solidité du diagnostic établi. Par ailleurs, les enseignements qu'ils contiennent, aussi pertinents soient-ils, ne peuvent déboucher sur des réformes concrètes sans une volonté claire de l'échelon politique de s'en saisir, ce qui reste hautement improbable dans le contexte de gouvernance actuelle et de mobilisation militaire intense et continue.

Les autorités politiques font preuve de fait d'une tout autre perspective que celle des services. Le Premier ministre Benyamin Netanyahou, dont la responsabilité personnelle dans la gestion de la menace du Hamas en amont du 7 octobre est régulièrement évoquée dans l'espace public ainsi que dans les rapports des services, s'oppose résolument à toute forme

36 Rapport du Aman sur le 7 octobre (en hébreu) : https://drive.google.com/file/d/1adxtbFqEpwJHKsSs_6fhm-Sct_DMR151/view?usp=drive_link ; Rapport du Shin Bet (en hébreu) accessible ici : https://www.documentcloud.org/documents/25551448-yqry-tkhqyr-shyrvt-hbytkhvn-hklly-710/

37 Voir également sur ce point, l'enquête remarquable d'Ofek Riemer : Ofek Riemer, « Learning from mistakes: the impact of the October 7 surprise attack on the youngest generation of IDF intelligence analysts », *Intelligence and National Security*, juillet 2025.

d'enquête indépendante[38]. En dépit des demandes répétées formulées par des membres de l'opposition, d'anciens responsables sécuritaires et certaines figures de la société civile, aucune commission parlementaire, sous quelque forme institutionnelle que ce soit, n'a été autorisée à ce jour. Cette obstruction délibérée semble pour l'essentiel motivée par une logique de préservation politique personnelle de la part du Premier ministre. Ainsi, le contexte de guerre prolongée, les tensions politiques, la polarisation de la société israélienne et l'effritement des mécanismes de contre-pouvoir empêchent la tenue d'un débat sur les causes profondes de l'échec du 7 octobre. Ce blocage reflète, plus profondément, la tension institutionnelle croissante évoquée plus haut entre une bureaucratie sécuritaire soumise à des exigences d'efficacité et un pouvoir politique en quête de protection et de légitimation. Le système fonctionne donc en état de continuité contrainte, sans que les leçons du 7 octobre soient pleinement tirées.

Dans ces conditions, l'hypothèse la plus probable est que l'appareil de renseignement israélien poursuive son activité sans réorganisation structurelle majeure à moyen terme. Si les opérations extérieures récentes ont montré la résilience et la technicité intacte de leurs capacités offensives, elles n'apportent aucune réponse aux dysfonctionnements d'ordre systémique révélés par le 7 octobre. Or, sans prise en compte réelle des vulnérabilités identifiées dans la collecte, l'analyse, la coordination et le processus décisionnel, les services israéliens s'exposent au risque de graves échecs dans un avenir proche. L'ancien chef du Aman Aharon Haliva, démissionnaire après avoir remis le rapport d'évaluation interne de son service, établit ainsi le constat que « l'échec du renseignement ne tient pas aux individus ; il relève de quelque chose de bien plus profond, s'étendant sur de nombreuses années, et appelant une correction bien plus fondamentale », arguant ainsi que c'est l'ensemble du système qui « nécessite d'être démantelé et reconstruit »[39]. En outre, l'absence de reconnaissance politique de ces failles fragilise la capacité d'apprentissage institutionnel et obère les conditions de la construction d'une mémoire partagée de l'échec. Dans ce contexte, la réforme demeure non seulement improbable, mais, à certains égards, indésirable pour une partie des élites politiques, qui y verraient une remise en cause directe de leur légitimité. Dès lors, le risque est grand que la surprise

38 Chantal Da Silva et Yarden Segev, « Netanyahu rails against the 'deep state' in tirade rejecting court-led probe into Oct. 7 attacks », *NBC News*, 4 mars 2025.

39 Toi Staff, « Former IDF intel chief: Oct. 7 was 'much deeper' than an intelligence failure », art. cité.

du 7 octobre, faute d'avoir été pleinement analysée, demeure un échec historique aux causes non résolues.

L'attaque du 7 octobre 2023 n'a pas seulement révélé les défaillances d'un appareil de renseignement, elle a profondément déstabilisé l'ensemble de l'architecture de sécurité israélienne, en provoquant l'effondrement des postulats doctrinaux sur lesquels reposait la stratégie à l'égard du Hamas. Ce choc systémique a ouvert une crise institutionnelle durable, marquée par des tensions inédites entre l'autorité politique, les services de renseignement et la hiérarchie militaire. La remise en cause mutuelle des responsabilités, les divergences stratégiques internes et l'absence de mécanismes d'évaluation transparents ont accentué les fractures au sein de l'appareil d'État, rendant difficile toute élaboration d'une réponse unifiée à la crise. Dans ce contexte fragmenté, les services israéliens ont néanmoins continué de déployer leur savoir-faire opérationnel sur plusieurs théâtres, avec des succès notables au Liban comme en Iran. Ces performances témoignent d'une capacité offensive intacte, mais elles ne permettent pas de conclure à un dépassement de l'échec du renseignement révélé par le 7 octobre. La question d'une réforme structurelle de l'appareil sécuritaire reste donc suspendue, entravée à la fois par l'état de guerre, par des logiques de protection politique et par l'absence d'un cadre institutionnel adapté à une introspection.

CONCLUSION

L'analyse des mécanismes ayant conduit à la surprise stratégique du 7 octobre 2023 révèle un échec systémique, dont la compréhension ne saurait être réduite à une explication ou à un facteur unique. En croisant les apports de la littérature sur les échecs du renseignement avec l'étude détaillée des dynamiques israéliennes, il apparaît que cet échec procède de la convergence de plusieurs facteurs : défaillances dans la collecte, biais d'analyse, dysfonctionnements bureaucratiques et politiques dans la prise de décision.

Les lacunes observées ne tiennent pas tant à une absence d'information qu'à une incapacité structurelle à les interpréter, à les hiérarchiser et à les transformer en alerte opératoire. Des signaux multiples, parfois précis et convergents, ont été soit négligés, soit filtrés à travers des grilles d'interprétation figées, qui reflétaient une confiance excessive dans les technologies de surveillance, une sous-estimation des capacités du Hamas et de ses intentions. Ces biais analytiques manifestes et profondément ancrés dans l'appareil de sécurité se sont conjugués à des inerties et à des routines bureaucratiques qui ont entravé la bonne prise en compte des informations collectées. Ces défaillances ont été redoublées par des facteurs politiques et idéologiques au sommet de l'État qui ont contribué à nourrir leur propre aveuglement aux alertes sécuritaires. Le climat de crise institutionnelle, la saturation de l'agenda gouvernemental, la centralisation des décisions dans un cercle restreint et la priorité donnée à des objectifs idéologiques ont créé un environnement dans lequel la diffusion et la prise en compte du renseignement étaient elles aussi dysfonctionnelles. L'ensemble de ces éléments met en lumière non pas un simple défaut de vigilance, mais une incapacité collective à penser la rupture, produite autant par les structures que par les hommes et leurs représentations.

Cet échec, dans sa complexité, illustre de manière exemplaire ce que la littérature qualifie d'échec du renseignement, c'est-à-dire une situation dans laquelle des informations disponibles et techniquement accessibles ne suffisent pas à déclencher une réponse, en raison de défaillances imbriquées à plusieurs niveaux du processus. Tirer les enseignements d'un tel événement suppose dès lors de ne pas chercher un coupable unique, mais de comprendre les conditions structurelles de vulnérabilité dans lesquelles les services de renseignement ont opéré.

Or l'après-7 octobre n'a toujours pas ouvert l'espace nécessaire à une mise à plat institutionnelle de cet échec historique. Les services de renseignement israéliens, en particulier le Shin Bet et le Aman, ont mené d'importantes démarches internes d'évaluation. Ces rapports, pour ce qui concerne les parties rendues publiques, doivent être salués pour leur rigueur méthodologique et leur capacité à reconnaître des erreurs majeures d'appréciation. Ils témoignent d'une culture professionnelle orientée vers l'exigence et la volonté d'apprentissage, mais leur portée reste limitée en l'absence d'un cadre politique et institutionnel permettant de traduire ces constats en réformes concrètes. Aucune commission indépendante, aucun mécanisme parlementaire de contrôle n'a à ce jour été mis en place pour enquêter de manière exhaustive sur les causes de l'échec. Le gouvernement, et plus particulièrement le Premier ministre Benyamin Netanyahou, continue d'opposer un refus clair à toute démarche susceptible d'aller dans ce sens.

Les succès majeurs enregistrés depuis le 7 octobre par les services israéliens au Liban et en Iran ne sauraient masquer l'absence persistante de leçons tirées du 7 octobre. Les opérations de ciblage menées contre les moyens de communication et les plus hautes sphères du Hezbollah ou contre les infrastructures nucléaires iraniennes ont certes confirmé la performance technique et la puissance de frappe du Mossad et du renseignement militaire. Elles ont contribué à rétablir, dans une certaine mesure, la crédibilité extérieure de l'appareil sécuritaire israélien. Cependant elles demeurent ancrées dans une logique de projection et d'actions offensives, sans réel lien avec les défaillances structurelles qui ont rendu possible la surprise du 7 octobre.

Dès lors, le véritable risque pour Israël et ses services de renseignement réside dans le fait de laisser une plaie béante se refermer artificiellement, en entretenant l'illusion que les succès opérationnels suffisent à en assurer la guérison. Sans un travail d'élucidation institutionnelle, sans une reconnaissance publique des dysfonctionnements, et sans une refonte partielle ou complète des modes de gouvernance du renseignement, les conditions systémiques qui ont rendu possible l'aveuglement initial resteront présentes. Le 7 octobre pourrait ainsi non seulement marquer une rupture historique, mais également devenir un point aveugle dans la mémoire stratégique israélienne, empêchant l'État d'intégrer pleinement les enseignements de son propre échec. Autant qu'un enjeu de sécurité, il s'agit pour Israël d'un défi démocratique de première importance.

Étude – n°127

SURVEILLER SANS VOIR

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ISRAÉLIENS ET L'ÉCHEC DU 7 OCTOBRE

Clément Renault

L'attaque du 7 octobre 2023, menée par le Hamas contre le territoire israélien, constitue l'un des échecs de renseignement les plus graves de l'histoire de l'État d'Israël. Cet événement marque une rupture stratégique profonde qui a remis en cause les fondements doctrinaux sur lesquels reposait la sécurité israélienne vis-à-vis de la bande de Gaza. Cette étude propose une lecture systémique de cette surprise stratégique, en se fondant sur les outils analytiques issus de la littérature sur les échecs du renseignement. Elle démontre que les causes de l'échec du 7 octobre résident dans une combinaison d'insuffisances dans la collecte du renseignement, la persistance de présupposés analytiques non interrogés, de routines bureaucratiques et de dysfonctionnements du lien entre services de renseignement et autorités politiques. Elle montre également que l'opération en cours dans la bande de Gaza depuis le 27 octobre 2023 a réorganisé les responsabilités entre services et que les succès majeurs des opérations menées en 2024 et 2025 contre le Hezbollah et l'Iran, s'ils prouvent un haut niveau de technicité et confirment la puissance offensive des services israéliens, ne sauraient toutefois être confondus avec une véritable prise en compte des leçons de l'échec du 7 octobre.